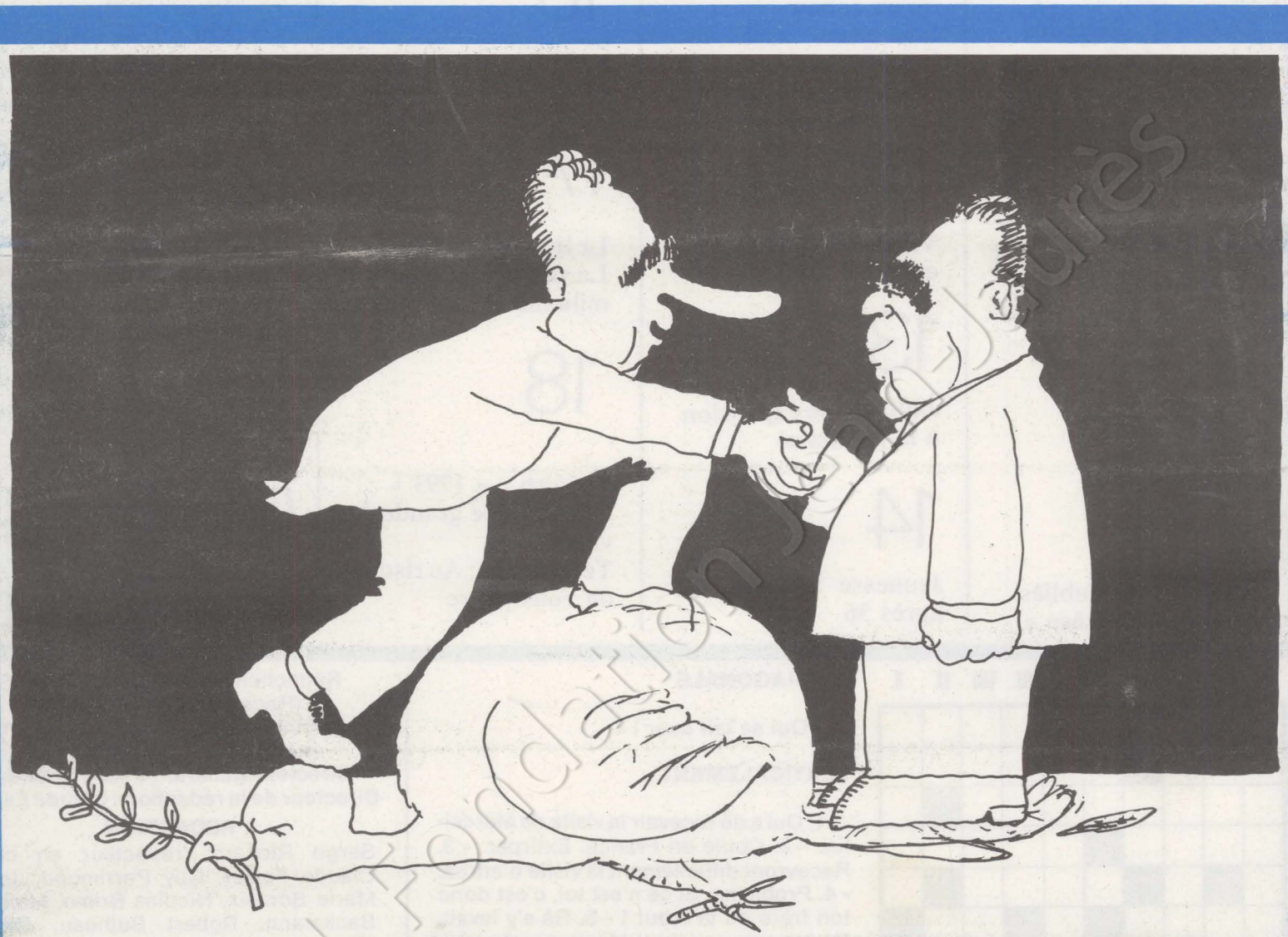
l'unité

N° 17 - 2 F 50 | Hebdomadaire socialiste | 19 mai 1972



UN NOUVEAU YALTA

Sauve qui peut / Ces Princes qui nous coûtent cher / Les oubliés du «troisième âge» / «1793» / L'empire d'Ambroise 1er

Sommaire

3

Majorité : Sauve qui peut

5

Le test de Sarcelles

6

Editorial : Un vain procès

7

A contre-pied

8

Société : Les oubliés du « troisième âge »

9

Presse : Hersant a de l'appétit

10

Etats-Unis-U.r.s.s. : Chanter en duo plutôt qu'en canon

L'homme seul de Saïgon

Madagascar : La fin de « l'île tranquille »

12

Villes : Ces Princes qui nous coûtent cher

13

Judo : Une expansion à la japonaise

14

Jeunesse : 36 ans après 36

Un jeu pour ne pas être un jouet

15

Art : Fiasco à l'Expo Pompidou

16

Lettres : Deux écrivains de passion

17

Le livre de la semaine : La petite lumière du militant

18

Théâtre : « 1793 » : Comme une grande vague

Télévision : Au risque de vous plaire

20

Document : L'empire d'Ambroise 1er

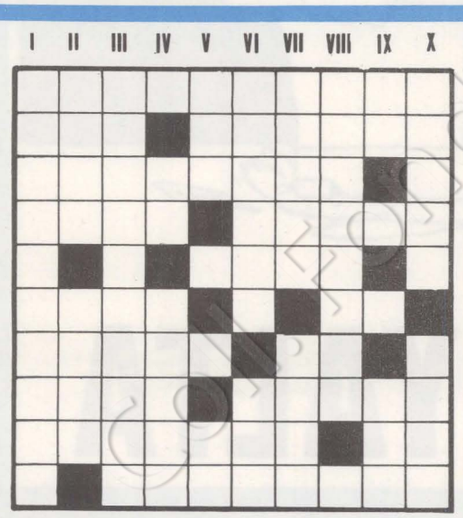
23

Cadeau : Une offre exceptionnelle à nos abonnés

24

Ma part de vérité : Insolite Roumanie, par François Mitterrand

PHOTOS et DESSINS
Jean-Pierre Coureuil (page 13) Gamma (page 4) Keystone (pages 11, 13) André Perlstein (pages 8, 12, 17, 18, 19, 21) Sabadel (pages 1, 3, 10) Simonet (pages 20, 21) Teich (page 7) Vasco (page 5)



PROBLEME N° 17

HORIZONTALEMENT

1. Aurai bien aimé trouver. - 2. Attrapée. N'est pas troublé. - 3. Peuvent à la rigueur servir de pendants d'oreilles. - 4. Condé y fut le meilleur. Quand on le dit, c'est pour longtemps. - 5. Il en met toujours plein la vue. - 6. Où l'on risque de s'enliser. Peut allier l'utile à l'agréable. - 7. Ça tombe comme ça peut. Elle divague ! (épelé). - 8. Viennent élargir le cercle. Doucement les basses ! - 9. Produit un meilleur résultat qu'une chaussette. A qui il manque quelque chose. - 10. C'est ainsi que l'on reconnaît le maître-chanteur.

EN DIAGONALE

« Qui se fait suer ! »

VERTICALEMENT

1. Qui a dû recevoir la visite de Marcellin. - 2. Coule en France. Extirper. - 3. Recevront difficilement la visite d'intrus. - 4. Problème. Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ou ta sœur ! - 5. Râ s'y levait, Brejnev s'y couche ! Morceaux de lard. - 6. Qui a bénéficié d'une petite remise en état... de marche. Si ça n'en fait pas un, alors tout va bien. - 7. C'est un bon principe que n'aurait pas renié Archimède. Unit, mais pas toujours librement. - 8. Sera incertain. - 9. Possède. Les trois mêmes, épelées, vous n'aimez pas ! - 10. Extraordinaire. Quand on le risque pour lui-même, ce n'est pas sans danger.

SOLUTION DU PROBLEME N° 16

HORIZONTALEMENT : 1. Commission. - 2. Houe. Ainsi. - 3. LL (elle hèle). NRV (énervé). - 4. Ratissées. - 5. Lui. Nil. - 6. Paulette. - 7. Télévision. - 8. Api. Es. OTI (otite). - 9. Nier. O.u.n. (Onu). - 10. Serein. Sue.

VERTICALEMENT : 1. Charlatans. - 2. Oo. Au. Epié. - 3. Multiplier. - 4. Méli (méli-mélo). AE. Ré. - 5. Sauvé. - 6. Sans. Lison. - 7. Sire. Es. - 8. Inventions. - 9. Os. Sitôt. - 10. Nid. Lénine.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

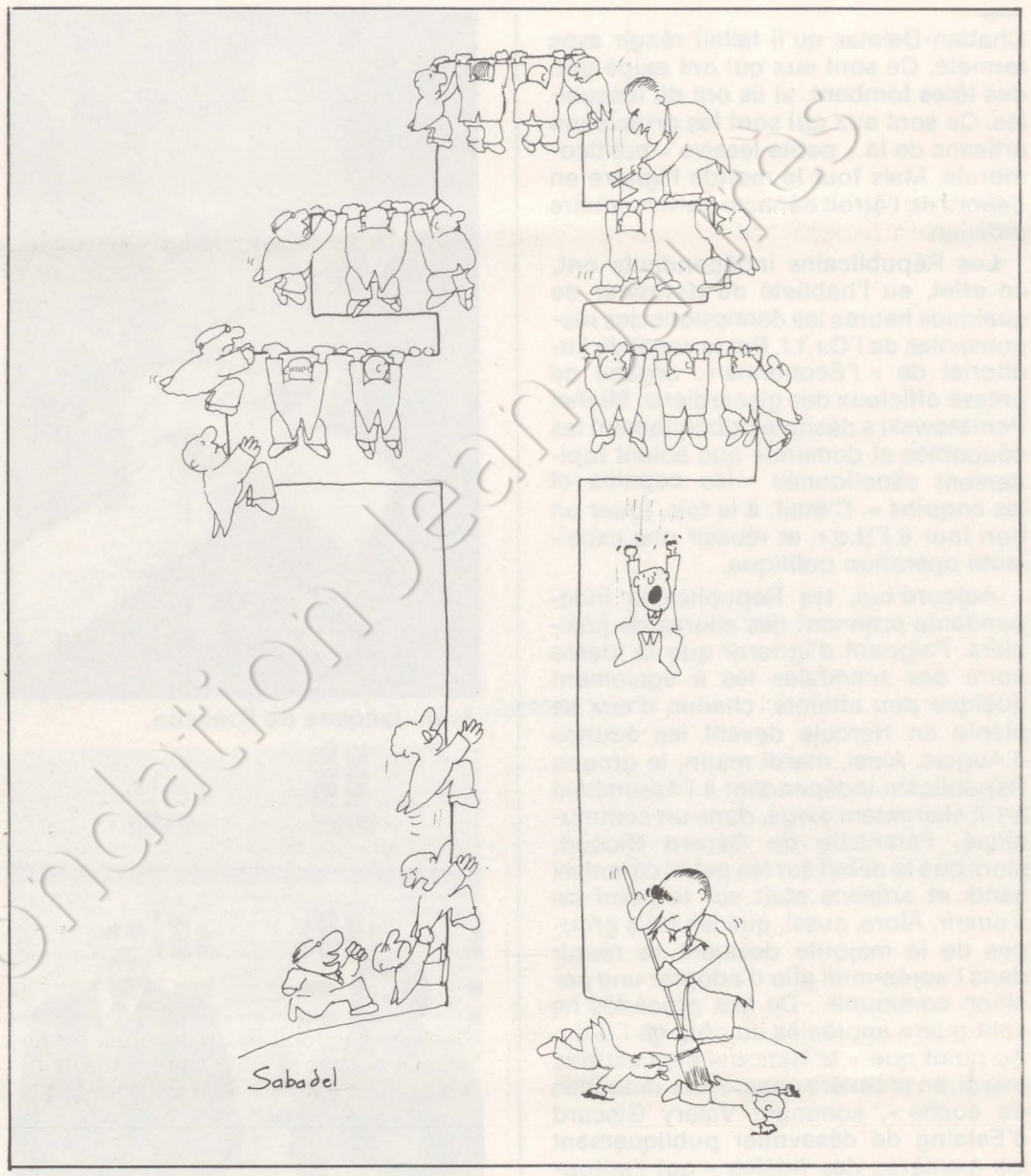
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Fondation Jean-Jaurès

Sauve qui peut



«Sous la tutelle du gouvernement, l'Office a réagi sainement, et je souhaite que les réponses que je viens de vous donner permettent à l'Assemblée et à l'opinion publique de prendre la juste proportion des affaires qui ont été évoquées ici. Dire que l'O.r.t.f. est la chasse gardée du Pouvoir est aussi faux que de dire que le référendum a été un échec pour le oui, je veux dire archi-faux » (sic). Les députés de la majorité eux-mêmes n'applaudissent que du bout des doigts aux propos du Premier ministre. André Chandernagor, député socialiste de la Creuse, s'étonne quelques minutes plus tard, du haut de la tribune du Palais-Bourbon, qu'un secrétaire d'Etat, Philippe Dechartre, fasse partie du gouvernement après avoir été condamné par la Cour d'appel de Poitiers. Jacques Chaban-Delmas lui rétorque aussitôt, très péremptoire : « L'arrêt de la Cour d'appel ne porte aucune atteinte à l'honorabilité du secrétaire d'Etat ». Ce 10 mai, le Premier ministre couvre tout et tout le monde. Comme si la marée des scandales pouvait encore, une nouvelle fois, être endiguée par les bonnes paroles, les protestations d'innocence et les promesses de fermeté.

Quatre jours plus tard, tout bascule soudain. Samedi, on apprend que Jean-Jacques de Bresson et Pierre de Leusse, respectivement directeur et président du conseil d'administration de l'O.r.t.f., ont remis leurs démissions et que celles-ci ont été acceptées. Pieusement, piteusement, on laisse entendre que c'est pour raisons de santé. Personne ne s'y trompe : ils ont bel et bien été « démissionnés ».

Lundi matin, c'est au tour de Philippe Dechartre d'annoncer publiquement son retrait du gouvernement. Lui aussi exhibe de fallacieuses justifications, découvrant tout à coup que la fonction ministérielle qu'il remplissait jusque-là constituait un obstacle à sa propre défense... Lundi après-midi, enfin, le député Rives-Henrys, prenant à nouveau de vitesse le groupe U.d.r., dépose sur le bureau de l'Assemblée sa lettre de démission, sachant pertinemment que la loi interdit qu'il soit procédé à une élection partielle dans le XIXe arrondissement pour lui désigner un successeur avant les prochaines législatives.

Rappelons simplement quelques dates et quelques faits. C'est en novembre 1970 qu'a éclaté le scandale du projet d'aménagement de l'île de Ré dans lequel Dechartre a été compromis *(voir « l'Unité », n° 13)*. C'est le 19 juillet 1971 que Rives-Henrys a été inculpé par le juge Chevalier d'« escroquerie, abus de confiance et complicité d'abus de biens sociaux ». Et c'est le 25 avril dernier que le rapport de la mission d'information du Sénat sur l'O.r.t.f. a été rendu public. Il aura donc fallu attendre un an et demi pour qu'une sanction soit prise à l'encontre d'un membre du gouvernement, près d'un an à l'encontre d'un député de la majorité, trois semaines à l'encontre de grands commis de l'Etat ! L'accélération — relative — de la réaction du Pouvoir n'est pas fonction de l'importance politique des personnages respectifs mis en cause, mais la simple conséquence de l'accumulation des scandales : ce qui aurait pu apparaître comme un geste d'autorité et de courage, s'il avait été effectué à chaud, prend des allures d'aveu tardif et accentue le caractère inconséquent d'une politique qui a perdu l'essentiel de son crédit à force de s'obstiner à convaincre l'opinion que celui-ci n'avait jamais été entamé.

Ainsi, le gouvernement de Chaban-Delmas n'a-t-il pas, en dépit de l'expiation publique à laquelle il vient de se livrer, regagné la confiance du pays. Il n'a pas non plus reconquis la majorité, bien qu'il ait cédé à ses requêtes les plus impérieuses. Plusieurs barons du régime avaient pris, la semaine dernière, le chemin de Matignon afin de persuader

→

Chaban-Delmas qu'il fallait réagir avec fermeté. Ce sont eux qui ont exigé que des têtes tombent, et ils ont dit lesquelles. Ce sont eux qui sont les principaux artisans de la « petite lessive » politico-morale. Mais tout le monde l'ignore en dehors de l'étroit cénacle parlementaire parisien.

Les Républicains indépendants ont, en effet, eu l'habileté de devancer de quelques heures les démissions des responsables de l'O.r.t.f. Par le canal de l'éditorial de « l'Economie », organe de presse officieux des giscardiens, Michel Poniatowski a désigné publiquement les coupables et demandé que soient rapidement sanctionnés « les copains et les coquins ». C'était, à la fois, jouer un bon tour à l'U.d.r. et réussir une excellente opération politique.

Aujourd'hui, les Républicains indépendants prennent des allures de justiciers. Feignant d'ignorer que la marée noire des scandales les a également quelque peu atteints, chacun d'eux se plante en Hercule devant les écuries d'Augias. Ainsi, mardi matin, le groupe Républicain indépendant à l'Assemblée a-t-il clairement exigé, dans un communiqué, l'amnistie de Gérard Nicoud, alors que le débat sur les petits commerçants et artisans était sur le point de s'ouvrir. Alors, aussi, que les trois groupes de la majorité devaient se réunir dans l'après-midi afin d'adopter une position commune... De tels procédés ne sont guère appréciés du côté de l'U.d.r. Au point que « la Nation » s'en est pris mardi, en première page, aux « mouches du coche », sommant Valéry Giscard d'Estaing de désavouer publiquement les manières des fidèles « qui l'entourent et qui lui nuisent ». Plus timidement, les centristes de Jacques Duhamel entonnent le même air que leurs amis Républicains indépendants. Réunis dimanche à Montagny (Rhône), les militants du C.d.p. du sud-est ont dit leur certitude de voir « de nombreux électeurs U.d.r., déçus par les scandales, retourner au centrisme d'où ils sont venus ».

Il n'est pas jusqu'à Albin Chalandon, l'un des propres ministres de Chaban-Delmas, qui ne soit venu ajouter à la confusion. Il a fait connaître la circulaire « confidentielle » qu'il vient d'adresser — mieux vaut tard que jamais ! — à ses services et aux professionnels intéressés pour les mettre en garde contre les pressions extérieures sur la dévolution des marchés de travaux publics, et contre les hommes bien en cour auprès du régime.



Jean-Jacques de Bresson.



Sa sœur et son beau-frère (M. et Mme Rives-Henry).

Si plusieurs responsables de l'U.d.r. ont exigé du chef du gouvernement qu'il déclenche « l'opération démission-remaniement ministériel », c'est qu'ils y ont été acculés. Car ils savent bien que cette opération porte gravement atteinte à l'image de leur mouvement. Dechartre et Rives-Henrys ont été élus en 1968 sous l'étiquette de l'U.d.r. : leurs électeurs, et quelques autres, ne l'ont pas oublié. Au sein de la coalition tripartite qui forme la majorité, l'U.d.r. porte le chapeau. Républicains indépendants et centristes ont tout intérêt à ce qu'il en soit ainsi jusqu'aux prochaines législatives.

L'homme de Pompidou

Chaban-Delmas, quant à lui, voit chaque jour se rétrécir sa marge de manœuvre. Le Conseil des ministres de mercredi l'a autorisé à engager la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. Même si un vote de confiance vient clore, la semaine prochaine, le débat de politique générale à l'Assemblée nationale, au cours duquel François Mitterrand aura l'occasion de répondre au Premier ministre, elle n'en sera pas moins étroite pour autant. D'une part, en effet, Chaban-Delmas s'est livré pieds et poings liés à sa majorité en acceptant de passer par les conditions qu'elle posait à son maintien à la tête du gouvernement. D'autre part, il apparaît que le promoteur de la « nouvelle société » dépend désormais plus que jamais du bon vouloir de Georges Pompidou.

Le remaniement ministériel, imposé dans le détail par le chef de l'Etat, va, en effet, à l'encontre de la politique réformiste chère à Chaban-Delmas. Le départ de Dechartre et la mutation de Léo Hamon — qui est une relégation et non une promotion — marquent le déclin irrémédiable du gaullisme de gauche dans la détermination de la politique gouvernementale. La promotion, réelle celle-ci, de Jean-Philippe Lecat, ancien membre du cabinet de Pompidou lorsqu'il était Premier ministre, indique clairement que le gouvernement tend de plus en plus à dépendre davantage de l'Elysée que de Matignon.

Au cours de sa dernière conférence de presse, le président de la République



avait énuméré les différentes fonctions que doit savoir remplir un Premier ministre : conduire la politique quotidienne, diriger l'administration, contrôler et coordonner l'action des différents ministres, répondre de l'action gouvernementale devant le Parlement, organiser les rapports avec la majorité. Il se disait alors — c'était le 16 mars — satisfait de la manière dont Chaban-Delmas remplissait ces différentes fonctions.

En est-il de même aujourd'hui ? L'O.r.t.f., qui est une des principales administrations du ressort direct du chef du gouvernement, apparaît avoir échappé à tout contrôle — on souhaite bien du plaisir à Alain Dangeard, désigné mercredi pour prendre l'intérim de la direction. Et les relations entre le Premier ministre et sa majorité sont de plus en plus basées sur des rapports de forces et nullement sur une confiance réciproque.

Tandis que la plupart des ministres — qui ont appris le remaniement de lundi dernier, comme tout le monde, en écoutant la radio — s'interrogent sur le point de savoir si Pompidou a décidé de garder Chaban-Delmas ou de s'en débarrasser dans les prochains mois et découvrent du coup, avec quelque anxiété, la précarité de leur destin, le bon peuple est convié à s'extasier devant les pompes de Versailles déployées à l'occasion du voyage de la reine d'Angleterre. Le président espérait, à la veille du référendum, que la visite d'Elisabeth viendrait à son heure consacrer la vocation européenne de la France et consolider ses ambitions personnelles. L'échec du scrutin du 23 avril en a décidé autrement.

Le décor protocolaire et fastueux a néanmoins été mis en place comme prévu. Mais davantage pour camoufler que pour exhiber. Le bruit des démissions de Dechartre et de Rives-Henrys a été couvert par les flonflons du cortège royal. Mais, derrière le décor transformé en paravent, le régime ne parvient pourtant pas à dissimuler qu'il est aux abois.

ANTOINE VIOLET

Le test de Sarcelles

Dans certains cas, le Pouvoir ne perd pas de temps : trois jours après l'arrêt du Conseil d'Etat déclarant dissoute la municipalité d'Union démocratique de Sarcelles, une délégation spéciale a été mise en place pour expédier les affaires courantes et préparer les prochaines élections.

Cette hâte souligne encore la manœuvre que constitue l'annulation d'une élection dont la régularité n'avait nullement été contestée sur le moment. La liste d'union conduite par Henri Canacos et comprenant des communistes, des socialistes et quelques républicains sans étiquette était, en effet, passée en mars 1971 avec une avance faible, mais certaine. En effet, les représentants de la liste adverse, menée par Solange Troisier, avaient signé les procès-verbaux de l'ensemble des vingt-deux bureaux de vote sans présenter la moindre objection.

Le tribunal administratif de Versailles a annulé les élections par une opération arithmétique très simple : valider des bulletins nuls de façon à ce que la majorité obtenue le 21 mars 1971 soit exactement colmatée par les voix supplémentaires ainsi attribuées à la liste U.d.r. Comme le tribunal administratif, le Conseil d'Etat ne retient ni fraude ni manœuvre lors de l'élection. L'argument repose sur les bulletins validés ; mais on n'a pas réussi à faire en sorte que les deux listes arrivent à égalité : il reste encore 7 voix en faveur de la liste d'Union démocratique. Donc, « compte tenu du faible écart des voix subsistant entre les deux listes... », disent les attendus de l'arrêt, « c'est à bon droit... que le tribunal administratif de Versailles a annulé les élections ».

Si cet arrêt fait jurisprudence une question se pose : pour être élu faudra-t-il avoir plus de 7 voix de majorité ?

Voilà pour les arcanes de l'administration, des tribunaux et des conseils...

Le résultat, pour l'instant, est simple : un conseil municipal est mis à la porte de la mairie, bien qu'il n'y ait ni faute, ni manœuvre, ni fraude à lui reprocher.

Une autre conséquence, c'est qu'il y aura, avant la fin de juin, des élections à Sarcelles. La liste d'Union démocratique se présentera aux suffrages des Sarcellois dans ce qu'on pourrait appeler le 3e tour des élections municipales de 1971. Une campagne d'explications à travers la ville est en cours, soulignant ce qu'a réalisé, depuis 1965, la municipalité d'Union de la gauche, à la suite des scandales de 1962 (affaire des 600 millions qui avait conduit à l'inculpation, puis à la condamnation à douze mois de prison, du maire U.d.r. de l'époque).

Qu'y aura-t-il en face ? L'U.d.r., certes. Pour la clarté des élections, il ne devrait y avoir que le Pouvoir d'un côté et l'union de la gauche de l'autre. Le succès de la liste d'Union démocratique constituera alors un test qui ne manquera pas d'avoir une répercussion politique à l'échelon national.

Un vain procès

Peut-on encore en douter ? La majorité est gravement touchée. Pour n'avoir pas réagi à temps contre l'accumulation des scandales, pour avoir imaginé, avec Georges Pompidou, que l'astuce du référendum la laverait de toutes les souillures, elle se trouve aujourd'hui comme désemparée.

Sans doute a-t-elle encore les moyens de tenir la barre mais elle a perdu, et cette fois définitivement, ce qui a fait pendant si longtemps sa force et qui lui venait d'un chef pensant pour tous et n'admettant d'ailleurs pas la contestation. Du coup, elle apparaît comme une coalition hétéroclite. U.d.r., giscardiens, « duhaméliens » ne s'embarrassent guère de précautions de langage pour se rejeter les uns sur les autres la responsabilité d'une situation à laquelle chacun, à sa manière, s'efforce d'échapper.

Faute de mieux, Jacques Chaban-Delmas obtiendra vraisemblablement la semaine prochaine un vote de confiance. Mais celui-ci ne lui donnera que la mesure de sa chute depuis ce jour de septembre 1969 où l'Assemblée avait entendu annoncer l'avènement d'une « nouvelle société ».

Certains s'étonnent que la gauche paraisse se contenter de regarder le spectacle sans davantage chercher à élargir la brèche. C'est oublier qu'elle a elle-même porté des coups sévères en alertant inlassablement l'opinion sur les scandales fiscaux et immobiliers, en combattant une politique économique et sociale fondée sur la défense de privilèges et, en dernier lieu, en retournant contre ses auteurs l'opération référendum par laquelle on voulait la confondre elle-même.

Ce n'est évidemment pas suffisant. Dans la grande bataille qui se prépare, on attend de l'opposition d'aujourd'hui qu'elle prenne l'offensive pour tenter de devenir la majorité de demain. Et ainsi se pose une fois de plus le problème du rassemblement de toute la gauche sur un accord politique clair, problème que le Parti socialiste, faut-il encore le rappeler, ne cesse de poser depuis le congrès d'Epinay.

Après avoir adopté en mars son propre programme de gouvernement, le Parti socialiste a engagé à l'heure dite le dialogue avec ses partenaires naturels : le Parti communistes, le Parti radical, le P.s.u. A chacun, il a tenu le même langage : il s'agit d'aboutir à un accord de gouvernement sur la base d'un programme marquant la rupture avec les structures capitalistes de la société française et fondé sur l'union de la gauche avec la discipline qu'elle implique, à l'échelon national, pour les élections législatives.

Avec le Parti communiste, le dialogue est entré dans une phase concrète dont un premier bilan doit être dressé ce vendredi. Avec le Parti radical, il a été posé de manière à dissiper une ambiguïté entretenue depuis des mois par son président et évidemment inacceptable pour les socialistes : « Il n'est pas compatible, a répété François Mitterrand mardi sur les antennes d'Europe I, de rassembler les partenaires des accords de Saint-Germain et ceux qui se réclament de l'union de la gauche ».

Que signifie, dès lors, le nouveau procès engagé cette semaine par le Parti communiste contre le Parti socialiste ? Procès d'autant plus inacceptable qu'il repose sur une série d'accusations fausses.

Lorsque Gaston Plissonnier affirme dans son rapport au Comité Central que la direction du Parti socialiste cherche une alliance avec les amis de Jean Lecanuet, il sait parfaitement que c'est précisément parce qu'ils refusent cette alliance que les socialistes n'ont pas accepté les propositions de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

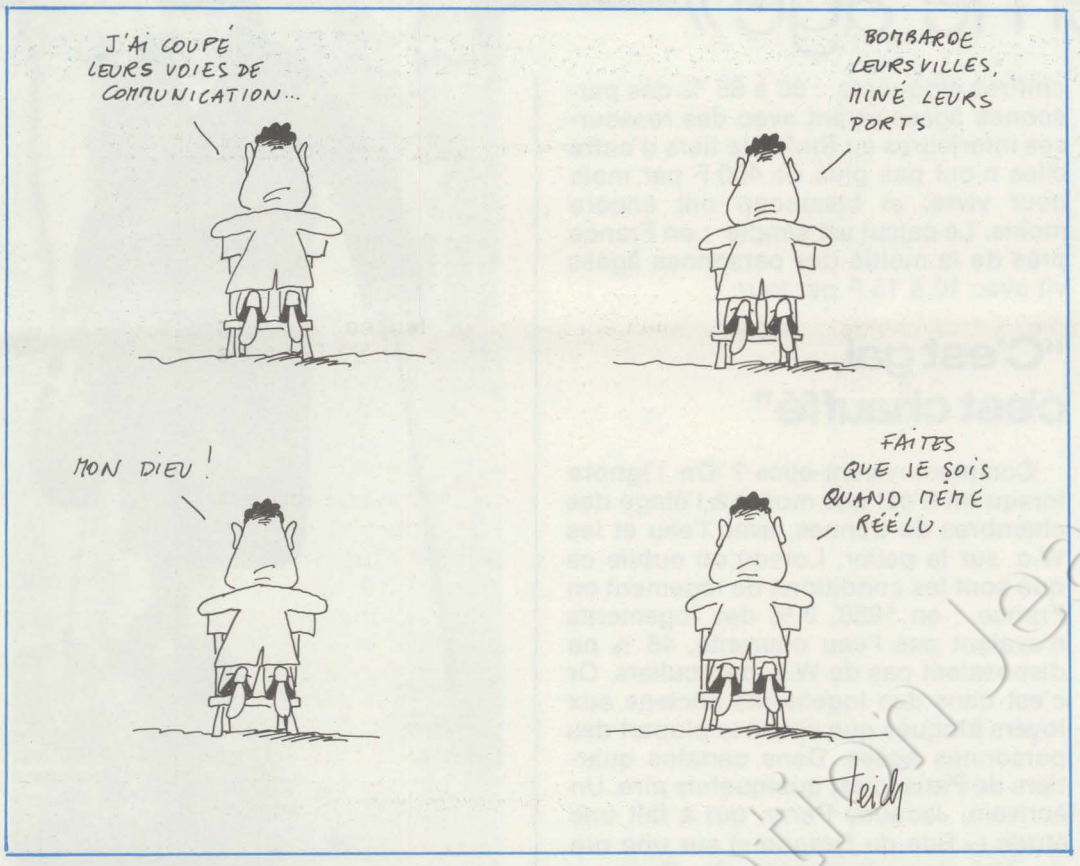
Lorsque le même Plissonnier soutient qu'en recherchant une candidature commune au premier tour de l'ensemble de la gauche non communiste, les socialistes veulent faire du Parti communiste une simple force d'appoint, il oublie que c'est sur cette base qu'ont été conclus les accords de 1967 et 1968 avec la F.g.d.s. auxquels le P.c.f. n'avait alors rien trouvé à redire.

Lorsque le Bureau politique du Parti communiste suggère que le Parti socialiste ne songe qu'à des « grenouillages électoralistes » et à des « rassemblements hétéroclites », on peut lui demander quel sens il donne lui-même à cette « union populaire » dont un de ses porte-parole qualifiés rappelle cette semaine qu'elle a pour but de favoriser l'alliance « avec des couches sociales et des forces démocratiques et nationales qui ne se situent pas d'elles-mêmes dans la gauche traditionnelle ».

Le Parti socialiste ne désire pas autre chose que ce que le Parti communiste affirme vouloir lui-même : élargir l'union de la gauche pour lui permettre de devenir majoritaire. Les communistes auraient-ils seuls le droit de le dire et la même recherche serait-elle interdite aux socialistes ? Ce serait une conception grave mais en même temps parfaitement vaine. Le Parti socialiste, unanime, avancera sans défaillance dans la voie qu'il a choisie. Aucune pression, d'où qu'elle vienne, ne l'en détournera.

CLAUDE ESTIER

A contre-pied



Le préfet se recase

Une jolie promotion : Marcel Diebolt va être nommé président-directeur général de la société auxiliaire de la construction immobilière, la Saci. Un des plus importants constructeurs français de logements et d'immeubles. Diebolt était entré à la fin de 1971 au groupe bancaire Paribas, lui aussi très versé dans l'immobilier.

Rappelons que de 1969 à 1971, Diebolt fut préfet de Paris. Ce qui prouve que l'Administration mène à tout, et surtout aux postes de P.d.g. dans l'immobilier. A condition d'avoir été préfet auparavant.

Habib-Deloncle au subjonctif

Après avoir tenté de minimiser les activités d'Havas-Conseil Relations publiques **(voir « l'Unité » de la semaine dernière),** le groupe que préside Christian Chavanon a jugé plus prudent de larguer définitivement sa bien encombrante filiale. C'est une première réponse aux questions que nous avions soulevées. Michel Habib-Deloncle, que nous interrogions également, a dû lui aussi se sentir concerné, puisqu'il nous a consacré un encadré dans « la Nation ». Nous demandions pourquoi il avait fallu attendre les rapports parlementaires sur l'O.r.t.f. pour que la vérité éclate au grand jour. Réponse d'Habib Deloncle (à l'imparfait du subjonctif) : « Aurait-il fallu dénoncer les abus avant qu'ils existassent ? »

Certes non, mais les abus existaient bien avant la publication des rapports, puisqu'ils avaient provoqué la création de commissions d'enquête. Un seul journal avait, jusque là, « oublié » d'en parler : celui d'Habib-Deloncle.

Du nouveau à la M.n.e.f.

Grâce au succès de leurs listes aux récentes élections générales à cet organisme, sept étudiants socialistes assureront désormais la direction de la Mutuelle nationale des étudiants (400.000 adhérents) : ainsi en a décidé le congrès de la M.n.e.f., qui s'est achevé dimanche à Thonon-les-Bains. Six membres de l'équipe sortante — tendance P.s.u. — resteront à leurs côtés au titre de conseillers techniques. Premier objectif du nouveau Bureau national : assainir la gestion, pour le moins défaillante, de la Mutuelle.

Le Larzac résiste

Pour l'Armée, « l'espace vital » n'est pas une notion disparue. Les habitants du Larzac, dans l'Aveyron, l'apprennent à leurs dépens. Michel Debré avait déjà 3 000 hectares, il en veut 14 000 de plus. En expulsant 500 personnes. Les paysans du Larzac ont décidé de résister. En défendant, ensemble, leur terre, ils ont découvert les problèmes politiques. Ils ont appris à lutter contre les notables locaux qui les ont trahis, contre la force de frappe, contre la situation « coloniale » de toute la région. Lorsqu'à Millau les ouvrières de la Samex firent grève, ils sont allés les soutenir. Mercredi, une délégation « montera » à Paris. Avec Marti, le chanteur occitan. A 21 h, un meeting de soutien aura lieu à la Mutualité.

Les rendez-vous de Séguy

Lors du récent congrès de Nîmes, Georges Séguy avait exprimé le désir de la C.g.t. de favoriser la conclusion d'un accord programmatique entre le Parti communiste et le Parti socialiste.

Il est revenu lundi sur cette idée, sans trop se préoccuper des attaques que, ce même jour, « l'Humanité » déclenchait contre le P.s. « Nous observons avec intérêt ce qui se passe à gauche », a dit Séguy, imperturbable. Et il a pris deux rendez-vous : ce vendredi, avec Georges Marchais ; jeudi prochain avec François Mitterrand. A suivre...

Fêtes socialistes

La mode des fêtes populaires se développe au Parti socialiste : le jeudi 11 mai, François Mitterrand, accompagné de Georges Dayan et des responsables de la fédération du Gard, assistait à une ferrade très décontractée à Saint-Gilles, suivie de l'inauguration du nouveau siège du P.s. à Nîmes. Ce lundi de Pentecôte, le Premier secrétaire se trouvera avec Jean Ferrat à la fête de Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche) et, le dimanche suivant, il présidera le spectacle-kermesse organisé par la fédération du Lot à Bretenoux. Le 4 juin, ce sera le tour de la fédération de l'Aude qui accueillera, à Quillan, Pierre Mauroy, Claude Estier et Alain Savary.

Les oubliés du « troisième âge »



« Et pour vous, ma petite dame, ce sera ? » La petite dame, grise, fourbue et tremblante, 70 ans au moins, demande au boucher une boîte de Canigou, paie et sort. Dans la file, une hargneuse lance : « Ces vieux, ils se plaignent toujours de mal vivre, et ils ne trouvent rien de mieux à faire que d'avoir un chien à nourrir ! » Et le boucher, gêné, de répondre : « Vous savez, je la connais bien, elle n'a pas de chien... C'est pour elle. »

On a du mal à y croire. Pourtant, plusieurs bouchers, interrogés, le confirment : il n'est pas rare que des vieillards remplacent, dans leurs repas, la viande, trop chère, par de la nourriture pour chiens ou chats. Les difficultés liées à la nourriture et au logement sont au centre du véritable drame que vit plus d'un vieillard sur deux.

Il y a, dans notre pays, 6 700 000 personnes âgées : 1 Français sur 7 a plus de 65 ans. Le Groupe d'études des problèmes du 3e âge, à l'Assemblée nationale, vient d'approuver un rapport sur lequel ont travaillé, entre autres, Michel Rocard, secrétaire national du P.s.u., le radical Robert Fabre et les socialistes Bayou, Benoist, Madrelle, Saint-Paul, Vignaux et Vinatier. On y trouve des chiffres éloquents : 80 à 85 % des personnes âgées vivent avec des ressources inférieures au Smic ; le tiers d'entre elles n'ont pas plus de 400 F par mois pour vivre, et beaucoup ont encore moins. Le calcul est simple : en France, près de la moitié des personnes âgées vit avec 10 à 15 F par jour.

"C'est gai, c'est chauffé"

Comment vivent-elles ? On l'ignore lorsqu'on n'est pas monté à l'étage des chambres de bonnes, avec l'eau et les W.c. sur le palier. Lorsqu'on oublie ce que sont les conditions de logement en France : en 1968, 9 % des logements n'avaient pas l'eau courante, 48 % ne disposaient pas de W.c. particuliers. Or c'est dans des logements anciens aux loyers bloqués que vivent la plupart des personnes âgées. Dans certains quartiers de Paris, c'est quelquefois pire. Un écrivain, Jacques Perry, qui a fait une étude (« Rue du Dragon ») sur une rue du VIe arrondissement de Paris, a constaté que 76 % des logements n'avaient pas de salle de bains. Il a rencontré, parmi les personnes âgées qui vivent là, une vieille dame qui lui a raconté ses après-midi : « Je sors... Je m'en vais tuer le temps à tout prix (si je puis dire, car il ne s'agit pas d'aller au cinéma à 7 ou 10 francs la place). Je vais n'importe où, pas loin, et bien sûr toujours aux mêmes endroits ; souvent au Bon marché. Ça remue, c'est gai, c'est chauffé. »

Car pour beaucoup, si l'âge de la retraite signifie solitude et ennui, il signifie surtout manque d'argent. De vieux rêves s'effondrent. « Qu'est-ce que je l'attendais, cette retraite ! dit cette femme de 73 ans, qui faisait des ménages depuis l'âge de 15 ans. On se dit : on va avoir du temps, se distraire. Mais avec quoi ? »

Et quand s'ajoutent les problèmes de la maladie, les personnes âgées s'aperçoivent qu'elles doivent avancer l'argent des soins et en payer finalement 25 à 30 %. Alors, beaucoup préfèrent attendre une aggravation qui permet d'entrer à l'hôpital ou à l'hospice. Si possible. Car à l'hospice, les places sont chères : contrairement au vieux mythe des malheureux vieillards condamnés à l'hospice, n'y entre pas qui veut : 2 % des personnes âgées vivent à l'hospice et il faut quelquefois attendre 2 ou 3 ans pour qu'un lit soit libre... à moins qu'on ne puisse s'offrir certaines maisons de retraite privées où le coût de la journée varie de 20 à 50 F.

Pourtant, si presque tous redoutent l'hospice — qui n'est certes pas la plus agréable des solutions — beaucoup reconnaissent que, si on leur y proposait une place, ils accepteraient, parce qu'ils n'ont plus de famille, parce qu'ils sont trop fatigués pour faire les courses et pour s'occuper de leur ménage. Et là, tous souffrent d'une énorme lacune : la pénurie d'aides ménagères ; 1 vieillard sur 100 seulement en bénéficie, alors que 15 à 20 % en auraient sans doute besoin.

Un naufrage

Dans ce domaine, dans celui des soins médicaux, comme dans celui du calcul des retraites et pensions, on touche au véritable problème : la France est, parmi les pays industrialisés, l'un de ceux où l'on fait le moins pour « les vieux ». Alors qu'au Luxembourg 14,2 % du revenu national est consacré à la vieillesse et 11,1 % en Allemagne fédérale, la France, elle, y consacre 8,11 %. Révélateur : la retraite coûte au Budget

CHANGER LA VIE
PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DU PARTI SOCIALISTE



PRESENTATION DE F.MITTERRAND

En vente dès aujourd'hui au prix de 5 F, 41 boulevard Magenta, Paris (X^e^).

autant que ... la fraude fiscale (20 milliards de francs).

Les solutions ? Le groupe d'études de l'Assemblée en propose : en fait, c'est toute une attitude vis-à-vis des personnes atteignant la cinquantaine qu'il s'agit de changer. Il faudrait élaborer un budget type du 3e âge, avec un revenu minimum garanti pour les non-salariés. Il conviendrait aussi de calculer différemment les retraites, au moins aux deux tiers du salaire réel d'activité. Instituer la santé gratuite pour ceux qui ne peuvent payer. Et changer, évidemment, toute une politique du logement qui ne laisse de choix aux personnes âgées — et aux autres couches défavorisées — qu'entre le taudis et l'exil en grande banlieue. Très rares sont les « immeubles du 3e âge » intégrés à une cité nouvelle, comme à Grenoble — cas qu'on a pu voir vendredi à l'émission de la 2e chaîne La qualité de la vie.

En fait, il faudrait une « charte du 3e âge. » Utopique ? Peut-être : les personnes âgées — malheureusement pour elles — ne constituent pas un groupe de pression. Impossible pour elles de bloquer quelque chose dans le pays par une grève. Alors, passées leurs promesses des campagnes électorales, les chantres de la « nouvelle société » abandonnent — comme le font, d'ailleurs parfois les familles elles-mêmes — « les vieux » à l'indifférence.

La vieillesse — formule célèbre — est, paraît-il, un naufrage. Les sauveteurs, il faut bien le dire, ne se pressent pas sur la berge. Rocard et Fabre l'ont constaté dans le préambule de leur rapport : « La France n'est pas tout entière sortie du sous-développement. Elle y a laissé ses vieux ».

MICHELE BACKMANN

La campagne pour le refus de vote au référendum, qui a été marquée par le succès que l'on sait, a coûté fort cher au Parti socialiste. Une souscription nationale a été ouverte à laquelle « l'Unité » demande à tous ses lecteurs de participer généreusement.

Les chèques bancaires et postaux doivent être adressés au siège du P.s. 12, cité Malesherbes, Paris IXe, et libellés à l'ordre de Charles-Emile Loo (C.c.p. 24-651-46 Paris), accompagnés de la mention : « Souscription nationale. »

Hersant a de l'appétit

En partant en guerre contre la mainmise du groupe Hersant sur leur journal, les rédacteurs de « Paris-Normandie » posent à nouveau un problème capital : est-il admissible que les journalistes — et les lecteurs — d'une publication puissent être vendus avec les machines et les immeubles, comme une simple marchandise, à n'importe quelle puissance d'argent ?

Ce problème, certes, n'est pas nouveau. Sil se pose, dans le cas présent, d'une façon encore plus aiguë, c'est qu'il ne s'agit nullement, pour le groupe financier en question, de renflouer un journal en difficulté, mais de s'emparer d'une entreprise parfaitement saine, afin d'accroître encore un pouvoir qui n'a cessé de s'étendre au cours des dernières années.

« Paris-Normandie » est un quotidien régional issu de la Résistance. Son tirage moyen actuel est de l'ordre de 190 000 exemplaires. Son siège est à Rouen et sa diffusion couvre presque toute la Normandie. Il emploie 650 personnes environ à temps plein, dont 110 journalistes. Son chiffre d'affaires approche 50 millions de francs.

La Société normande de presse républicaine (S.n.p.r.), qui est encore aujourd'hui la société éditrice du journal, a été fondée en 1945 par une équipe autorisée par les autorités de l'époque, qui s'était substituée à la première équipe de la Libération. Le capital de la S.n.p.r. était, à l'origine, de 370 000 francs (1945), souscrit par trente-six personnalités dont la plupart figuraient, au titre de mouvements de résistance, de syndicats ou de partis politiques, dans l'autorisation de paraître accordée par le gouvernement.

La S.n.p.r. est une société à responsabilité limitée. Georges Lanfry était nommé gérant principal dans les statuts d'origine et Pierre-René Wolf gérant adjoint, directeur de la publication et directeur général de l'entreprise. A la mort de Lanfry, en mars 1969, Pierre-René Wolf devenait gérant principal, tandis que Georges Brutelle était nommé gérant adjoint, statutaire. Jusqu'en janvier 1971, la vie de la société et de l'entreprise a été sans histoire. C'est à ce moment que la crise éclate, du fait de l'intervention du groupe Hersant procédant par rachat de parts comme il l'a fait déjà pour s'assurer le contrôle d'une bonne dizaine de journaux de province.

Robert Hersant a des racines familiales à Rouen. On n'a pas conservé dans cette ville le sentiment qu'il ait eu avec la Résistance des attaches particulièrement étroites ; cela explique la vigueur des protestations que son action devait provoquer de la part de mouvements et de personnalités de la Résistance.

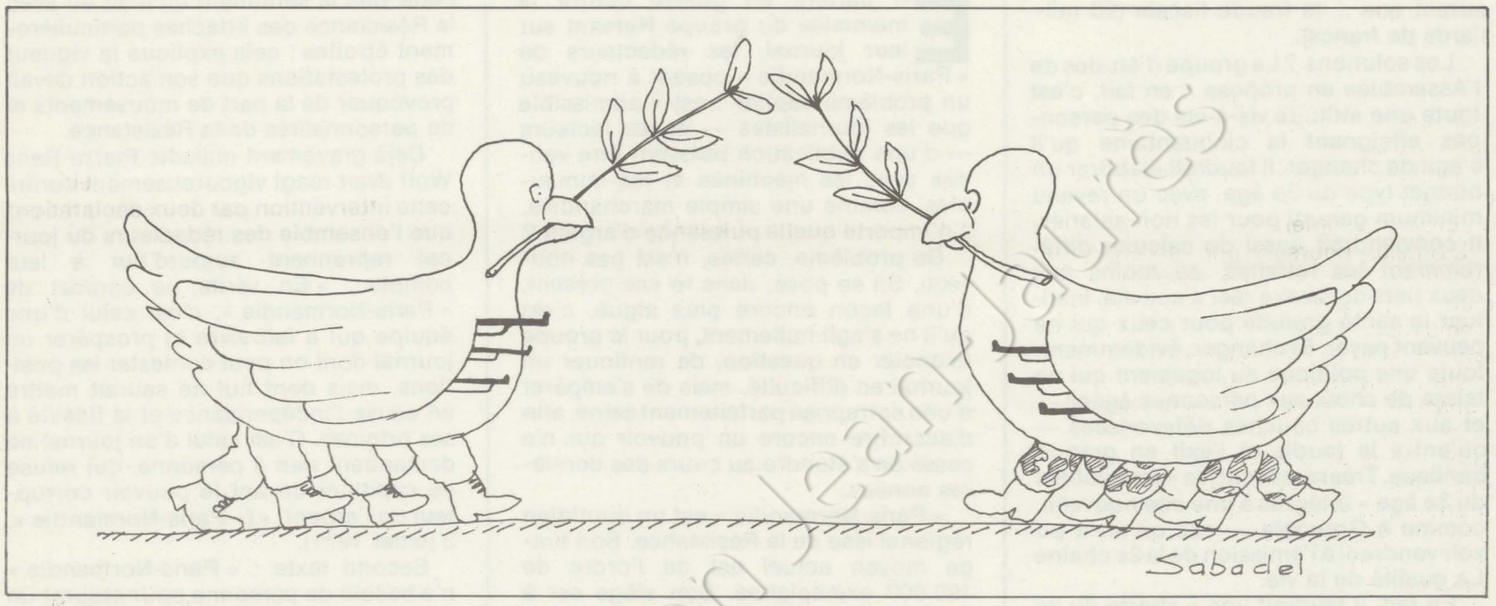
Déjà gravement malade, Pierre-René Wolf avait réagi vigoureusement contre cette intervention par deux déclarations que l'ensemble des rédacteurs du journal reprennent aujourd'hui à leur compte : « En vérité, le combat de « Paris-Normandie », c'est celui d'une équipe qui a fait vivre et prospérer un journal dont on peut contester les positions, mais dont nul ne saurait mettre en cause l'indépendance et la fidélité à ses origines. C'est celui d'un journal ne demandant rien à personne, qui refuse de capituler devant le pouvoir corrupteur de l'argent. » (« Paris-Normandie », 3 juillet 1971).

Second texte : « Paris-Normandie » n'a besoin de personne pour assurer un avenir que son passé garantit. M. Hersant peut reprendre ses bienfaits, ses services, ses millions. « Paris-Normandie » n'en a pas besoin. La fidélité de ses lecteurs est sa meilleure protection. » (« Paris-Normandie », 20 juillet 1971).

Le conflit qui a éclaté il y a quelques semaines, au lendemain de la mort de Pierre-René Wolf, est donc devenu exemplaire. Quoi qu'ils pensent de la ligne politique qui a été jusqu'ici celle du journal, les socialistes des départements intéressés se retrouvent aux côtés de la Société des journalistes de « Paris-Normandie », ne pouvant admettre qu'un journal issu de la Résistance passe sous le pouvoir exclusif de l'argent, tandis que des hommes qui représentaient, au lendemain de la Libération, les divers courants politiques et spirituels et qui avaient symboliquement versé 10 000 F (anciens) pour constituer une société éditrice, abandonnent aujourd'hui leurs responsabilités contre au moins 3 000 fois la mise initiale.

Robert Hersant est pressé. Ayant obtenu, la semaine dernière, la signature d'un protocole dont les exigences financières risquent de peser gravement sur le développement du journal et les conditions de travail du personnel, il entend le faire ratifier le 27 mai par une assemblée générale extraordinaire. La Société des rédacteurs et le comité d'entreprise constituent le dernier barrage. Il reste peu de jours pour faire en sorte que s'y brise cette nouvelle offensive de l'argent sur la presse.

Chanter en duo plutôt qu'en canon



Pendant que se poursuivra au Vietnam une guerre acharnée, Richard Nixon sera, à partir de lundi, reçu en Union soviétique avec les honneurs dus à son rang. Cette simple constatation souligne la complexité et, en outre, l'absurdité des relations internationales au XXe siècle. La guerre y reste un des moyens de la politique, à moins que la politique ne soit devenue qu'un des moyens de la guerre.

Premier fait, qu'on paraît oublier : Nixon a été invité à Moscou. Dès le début du roman sino-américain, qui déroule depuis un an ses lents méandres. Nixon a dit oui parce que le sommet soviéto-américain est bien pour lui le couronnement d'un mandat fertile en décisions si considérables qu'on s'interroge encore pour savoir si elles relèvent de l'action cohérente ou du coup de tête. En tout cas, le président des Etats-Unis, qui n'hésita pas en se rendant à Bucarest à montrer aux Soviétiques qu'il savait mettre de la malice dans la vie politique, paraît avoir la conviction que le fait de s'asseoir à la même table que Leonide Brejnev est important et utile.

Bien entendu, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, personne n'ignore que le duo Washington-Moscou domine la scène mondiale. Mais Nixon lui a donné un nouveau style. Il y a un côté commis voyageur chez le président des U.s.a., qui est mû, personnellement ou par Kissinger interposé, par une prodigieuse bougeotte. La Maison Blanche ne reçoit plus, elle se déplace. Elle se rend à domicile. On affirme que Nixon a pris des leçons auprès du général de Gaulle. Il semble, en tout cas, avoir retenu qu'une certaine forme de la grandeur, sinon de la puissance, consistait à aller le plus souvent possible chez les autres, ce qui épate toujours un peu sa propre opinion publique — « Ce gars-là, il est reçu partout » — et flatte à bon compte les dirigeants des pays visités.

C'est bien le laitier

Le président américain a déjà fait le voyage moscovite. A une époque où il n'était que le second et où les maîtres actuels du Kremlin appartenaient à ce milieu d'apparatchiks silencieux et efficaces qui entourent dans chaque pays communiste l'autorité suprême. Il a acquis la certitude qu'une fois terminée l'ère des grands caractères — Lénine le

Madagascar: la fin de "l'ile tranquille"

L'année dernière, c'étaient les paysans Antandroy du sud de Madagascar qui se révoltaient. Aujourd'hui, ce sont les étudiants et toute la population de Tananarive qui se rebellent. Ainsi se dissout dans le bruit et la fureur, les morts et les immeubles qui brûlent, le règne du président Tsiranana. Ainsi s'achève le mythe de « l'île tranquille » aux côtés d'une Afrique bouleversée.

Madagascar, c'est d'abord le pays où une véritable décolonisation est loin d'être accomplie. Rien, sur le plan économique, ne s'est véritablement transformé depuis l'indépendance : le revenu annuel moyen est resté quasiment le même qu'en 1960 : 440 F. Les structures économiques n'ont guère évolué : comme hier, elles sont dominées par les capitalismes étrangers — essentiellement français — et les tentatives de création d'un capitalisme d'Etat ont échoué.

C'est cette situation que les jeunes Malgaches, menacés par le chômage — 1/5 de ceux qui possèdent le B.e.p.c. trouvent un emploi — ont dénoncé, en exigeant une réforme réelle de leur enseignement. Car ils constatent qu'il n'est plus possible d'accepter une formation étrangère sans prise directe sur la réalité du pays. Plus possible d'étudier dans une université qui se nomme Charles de Gaulle ; ou de travailler l'été et se reposer l'hiver simplement parce que les coopérants français veulent suivre le rythme des saisons de leur pays.

Ainsi naît, dans ce pays, l'exigence d'une politique « neuve ». Tandis que Tsiranana, dont le libéralisme d'apparence ne peut plus masquer l'autoritarisme, est de plus en plus seul. Tandis que veillent et les 4 000 soldats français commandés par le général Bigeard et l'ambassadeur de France, Plantey, ami intime de Foccard.

fondateur, Staline le père et Khrouchtchev le briseur de mythe — on pouvait se retrouver entre gens de bonne compagnie. C'est-à-dire un peu comme dans une conversation avec les magnats de l'industrie américaine. Les pieds sur terre, même lorsque les dieux auxquels on croit sont différents.

L'U.r.s.s. poursuit une prodigieuse évolution, moins perceptible que d'autres parce que la patrie du communisme reste le pays du secret et de l'isolement. Mais la génération de la guerre civile a pratiquement disparu des responsabilités et celle du stalinisme est celle des fonctionnaires de dernière zone venus au pouvoir par élimination des maîtres d'hier. Depuis vingt ans, la grande masse des peuples soviétiques connaît la tranquillité : c'est bien le laitier qui sonne à la porte. Et la prospérité a montré le bout du nez. Une prospérité bien éloignée de la nôtre, encore qu'il faille en juger par comparaison avec les habitudes et le point de départ. En tout cas, la paix extérieure et intérieure a produit ce qu'elle produit partout : elle a substitué le besoin de vivre à celui des morts héroïques.

Le congrès du Parti communiste soviétique a, l'année dernière, tiré les conclusions de cette situation. L'effort est porté sur les productions de consommation et si l'U.r.s.s., consciente de ses responsabilités mondiales, continue à développer ses armements et à participer à la course spatiale, le beurre n'y est plus délibérément sacrifié aux canons. Solidement garanti par une force nucléaire qui vaut bien aujourd'hui celle des Etats-Unis et par une flotte qui porte le drapeau rouge sur toutes les mers du monde, l'U.r.s.s. découvre à sa manière la douceur de vivre.

Les complets vestons

La critique ou l'adulation sont impuissantes devant des faits de ce genre. Nixon le sait autant que Brejnev. Un partage du monde est aujourd'hui impossible, car il n'y a pas d'ennemi commun à combattre — même pas les Chinois — contre lequel on pourrait mobiliser les hommes en faisant taire les perturbateurs. Un sommet américano-soviétique en 1972, c'est un Yalta nouveau style : la rencontre de messieurs distingués habillés chez de bons faiseurs, avec un goût sobre.

Derrière cette façade de rassurants complets-vestons, existent évidemment de féroces intérêts qui seront défendus avec vigueur. Mais l'intérêt supérieur est d'éviter la catastrophe, c'est-à-dire l'affrontement. Qui plus est, il commande même de rechercher les économies, en évitant notamment que la course aux armements ne prenne trop sur la part qui revient à des populations avides de bien-être et de tranquillité.

Sa Gracieuse Majesté britannique est venue à Paris, reçue par un Pompidou mal remis du camouflet de la Saint-Georges. Il y a un siècle, une autre Gracieuse Majesté, Victoria, pouvait considérer que le monde se divisait en deux parties, ce qui était anglais et ce qui ne l'était pas. Aujourd'hui, un tel raisonnement ne peut exister que dans la tête des partenaires du Kremlin.

Le monde est sans doute plein de gens turbulents et par conséquent ennuyeux, avec lesquels il faut prendre parfois des précautions et contre lesquels il faut aussi parfois prendre des mesures. Mais, pour Nixon et Brejnev, il y a bien d'un côté les Américains et les Soviétiques, et de l'autre beaucoup de possibles Vietnamiens.

CLAUDE FUZIER

L'homme seul de Saïgon

Ainsi apparaît le général Nguyen Van Thieu après cinq semaines d'offensive des forces communistes au Sud-Vietnam. Ce militaire soupçonneux et prudent à l'extrême ne quitte plus son palais. Entouré d'une poignée d'intimes, il mène par téléphone ce qu'il croit être encore sa guerre. Il passe ses journées à discuter avec les officiers supérieurs sud-vietnamiens au combat, décide quelles unités méritent une priorité logistique, déplace ses troupes le long des fronts. Seulement, les revers subis par les troupes sud-vietnamiennes continuent et, sur le front nord, après la débâcle de Quang Tri, l'armée du général Thieu a bien du mal à colmater les brèches.

Alors, il lui faut bien suivre, à contre-cœur, les conseils des généraux américains. Le 9 mai, Thieu a dû accepter une réunion d'urgence avec l'ambassadeur des U.s.a., Ellsworth Bunker, et le chef des troupes américaines au Vietnam, le général Creighton Abrahams. Résultat immédiat : une révision du commandement sud-vietnamien dans toutes les régions menacées.

Thieu voulait prouver au monde, mais aussi aux U.s.a. et à son armada de conseillers militaires, que son armée, sous son commandement personnel, ne manquait pas de valeur. Il a, là aussi, échoué. Et, à Saïgon, dans cette tragi-comédie où grouillent tous les agents secrets, on murmure que les jours de Thieu sont comptés. Tout le monde sait ici qu'un accord avec le Vietcong et le Nord-Vietnam passe par l'éviction de Thieu. Mme Binh et Le Duc



Le Président Nguyen Van Thieu

Tho, ministre des Affaires Etrangères du Nord-Vietnam, répètent depuis des mois qu'ils ne veulent pas un gouvernement communiste à Saïgon, mais un gouvernement « d'unité nationale ». Un gouvernement qui, dans leur esprit, pourrait comprendre des hommes de l'administration actuelle de Saïgon, mais en aucun cas Thieu.

Seul dans son palais, Thieu a un plan en réserve pour la circonstance : tout un bataillon de soldats de la 18e division campe dans les jardins de son palais. Et en un instant, il peut, d'un simple coup de téléphone, ordonner à d'autres unitésd'accourir pour protéger son palais. Mais la C.i.a. ne manque pas de ressources, Thieu est bien placé pour le savoir. En 1964, il est arrivé au pouvoir après l'assassinat de Diem, réalisé avec l'aide de la C.i.a. Le général Thieu a bien des raisons d'être prudent.

N.B.

Ces Princes qui nous coûtent cher

Un stade digne de la capitale. A défaut d'une grande équipe parisienne de football — l'éternel serpent de mer — le rêve hantait depuis longtemps des édiles parisiens. Dimanche prochain, pour France-U.r.s.s., les joueurs fouleront la pelouse toute neuve du Parc des Princes, version 1972 : 50 000 places et une véritable réussite architecturale — une fois n'est pas coutume.

Pour en arriver là, le chemin a été ardu, les décisions difficiles à prendre, les rallonges de crédits plus qu'importantes. Dans un premier temps, les experts songeaient à un stade de 100 000 places, dans le bois de Vincennes. L'idée en fut abandonnée assez rapidement. En 1967, le Conseil de Paris vota un crédit d'études de 500 000 F. Six mois plus tard, un projet lui fut remis. Il prévoyait la démolition de l'ancien Parc des Princes et la reconstruction, à la même place, d'un stade de 50 000 places.

Au moment où le projet fut déposé la construction du stade devait coûter 3 milliards d'anciens francs ; aujourd'hui, la note s'élève à 8 milliards 900 000 millions. Soit une augmentation du coût de 277 % ! Et, par rapport aux nouvelles estimations de 1968, une augmentation de 96 %. A la séance du 22 décembre dernier du Conseil de Paris, la bataille fut âpre. A contrecœur, si on l'en croit, la majorité favorable au Pouvoir y vota les rallonges budgétaires. Ce n'était jamais, pour elle, qu'une couleuvre de plus à avaler. Pour la Ville de Paris, c'est-à-dire pour les Parisiens, la facture est lourde. Anormalement lourde.

Pourquoi une telle augmentation du coût final ? Un tel dépassement des crédits ? Outre la mise en œuvre de travaux non prévus initialement — pelouse chauffante et barrières de protection — deux types d'explication sont avancés par les officiels :

- une erreur d'appréciation, par le bureau d'études, des quantités nécessaires de béton et d'acier ;
- l'accélération des travaux pour permettre l'achèvement du boulevard périphérique, qui passe sous le stade.

Encore l'O.r.t.f.

Ces éléments n'expliquent pas tout. Loin de là. Comment un bureau d'études, la Société d'études et d'équipements des entreprises, peut-il se tromper de 45 %, et parfois même 71 %, sur les quantités nécessaires d'acier ? Cette société est pourtant considérée par tous les spécialistes comme l'une des meilleures de Paris et dispose même d'un ordinateur. Comment un architecte aussi connu que Robert Taillibert peut-il laisser passer de telles erreurs ?

C'est peut-être, paradoxalement, dans l'intervention d'un conseiller gaulliste de Paris, Auguste Marbœuf-Regnault, qu'on trouve un début d'explication. « Qu'il y eût convergence d'intérêts pour éviter, par certaines sous-évaluations au départ, que le coût global de l'opération nous effraie, ce serait bien humain, mais nos services administratifs se devaient d'y veiller. »

En clair, cela signifie que l'administration a « simplement » oublié de faire son travail. Et qu'il est « humain » que des entreprises présentent des devis volontairement faussés pour arracher un marché et les crédits aux conseillers municipaux de Paris.

La construction du stade a été confiée, après soumission, à l'entreprise de Francis Bouygues. Cet entrepreneur et promoteur de 50 ans dirige une des plus grosses sociétés de bâtiment de Paris. Une affaire florissante. Pour mémoire, rappelons que son nom, en ces temps de scandales de toutes sortes, avait été prononcé lors de l'affaire des bois de Lagrange, au sud-est de Paris.

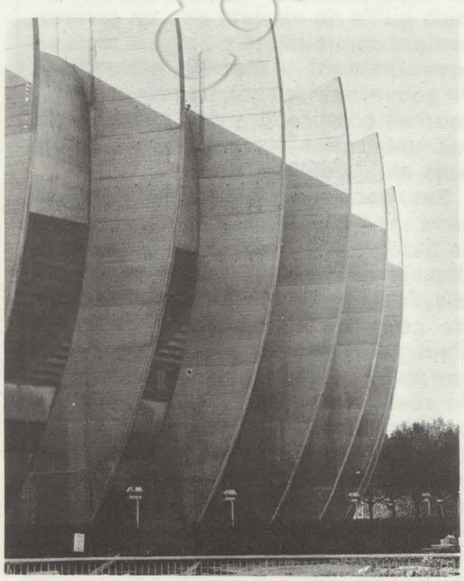
Doit-on, à propos du Parc, parler de scandale ? Pas tout à fait. Mais cette opération et son déroulement révèlent qu'un marché aussi important que la construction d'un stade de 50 000 places peut être traité pour le moins légèrement, et fourmiller — pour les beaux yeux, il est vrai, d'un entrepreneur bien vu par le régime — d'anomalies et de négligences. Sans compter, à 500 places payantes près, l'oubli d'un parking pour les voitures des 50 000 spectateurs : le quartier ne peut en absorber que 6 000.

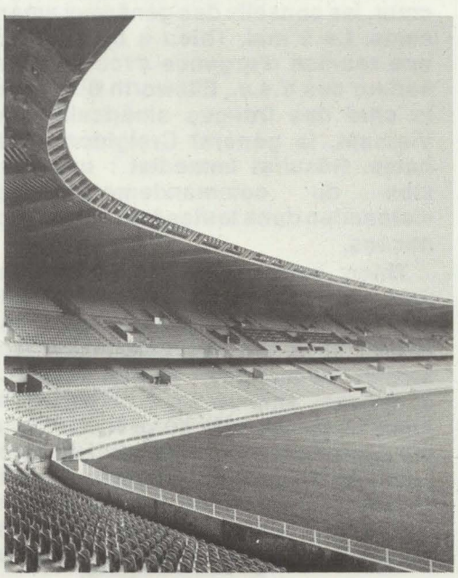
L'inauguration du Parc des Princes nous rappelle une autre vérité : entre le sport, le stade et la télévision, il y a la publicité, c'est-à-dire le profit. Près des sièges, jaunes, bleus et oranges, des panneaux publicitaires cassent l'harmonie de ce stade.

Ce n'est pas pour rien. On escompte que les caméras de l'O.r.t.f. n'oublieront pas ces panneaux judicieusement placés. La régie publicitaire en a été confiée à une société privée, l'Office privé de propagande sportive, dont les bureaux sont au 24 de la rue du Commandant Guilbaud, dans le XVIe arrondissement, c'est-à-dire dans les locaux mêmes du stade. Un de ces dirigeants est Charles Marcy, directeur du Parc. Et son attaché de presse, Geneviève Richard. Dans le civil, Mme Raymond Marcillac, femme du suppléant d'Achille Peretti. En termes urbains, le rapport Diligent mentionnait ce fait : « On peut cependant déplorer qu'il y ait une telle coïncidence entre la nature des fonctions de M. Marcillac à l'O.r.t.f. et la vie professionnelle de Mme Marcillac. »

Bref, on retrouve autour du Parc des Princes une bonne partie des éléments de l'actualité de ces derniers mois. Une actualité de scandales, de coïncidences malheureuses et d'anomalies fâcheuses.

NICOLAS BRIMO





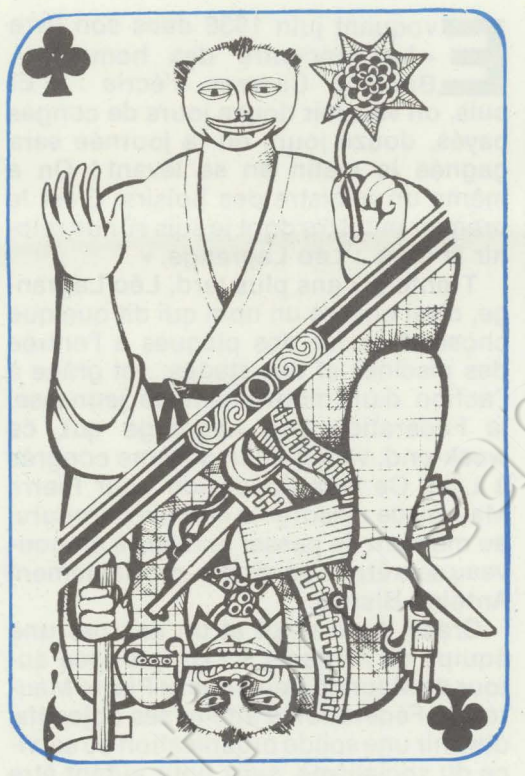
Une expansion à la japonaise

Le palmarès : bon an mal an, un champion — dimanche, ce furent Jean-Paul Coche et Jean-Jacques Mounier aux championnats d'Europe, à La Haye — et quatre fois plus d'adeptes qu'il y a dix ans : 250 000 licenciés plus 150 000 pratiquants sans licence. Les responsables de la Fédération française de judo ne sont pas mécontents. Mais pas sans problème : les dirigeants des « disciplines associées », haiki-do et karaté, veulent leur indépendance. La rançon de la croissance, en quelque sorte. Ils viennent de demander à Joseph Comiti, ministre de la Jeunesse et des Sports, une réforme des structures fédérales. Ils souhaitent soit qu'on crée une fédération indépendante, soit qu'on dote de structures confédérales l'actuelle Fédération. Les sports de combat sont en pleine bataille. Il leur faut faire face à un afflux de pratiquants, aux succès et à une modification de l'esprit même de nombre des pratiquants.

Le temps poétise l'histoire. Tout judoka sait que Jigoro Kano, le père du judo, fut frappé un jour d'hiver par le spectacle des arbres enneigés. Les plus grosses branches s'étaient rompues sous le poids de la neige. Les rameaux les plus souples avaient plié sans se rompre. La première grande loi du judo était née : ne pas résister et retourner contre l'adversaire sa propre force. Kano était petit. Ceci explique en partie cela. Il restait à élaborer une technique. Elle fut empruntée aux diverses écoles du jiu-jitsu d'où furent éliminées les prises dangereuses. Kano étudia alors l'anatomie et le système nerveux : le judo devenait à la fois une méthode de combat et une science anatomique.

Muscle et philosophie

Il manquait le troisième volet : le style de vie. Kano puisa dans les traditions japonaises et aujourd'hui, avec la peinre, la cérémonie du thé et l'art des bouquets, le judo fait partie des arts majeurs destinés à enseigner le détachement et la maîtrise de soi. Lafcadio Hearn, le premier japonisant occidental, affirmait que le traité anglo-nippon de 1902 était un chef d'œuvre de diplomatie inspiré du judo : en ayant l'air de céder, on attire son adversaire, qui, emporté par son élan, s'enferre lui-même. Après avoir utilisé le judo en politique, les Japonais allaient devenir commerçants : ils songèrent à l'exportation.





En 1935, le professeur Mikonosuke Kawaishi débarquait en France. Il allait apprendre aux Français un certain nombre de mots : judo qui veut dire « voie de la souplesse » ; dojo, le lieu où l'on apprend la voie ; tatami, le tapis, etc. Les Français ont bonne mémoire. Ils enregistrent les mots. Ils adoptèrent la technique. Mais, bien souvent, ils oublièrent l'esprit. Car, à pratiquer un sport, l'Occidental veut des résultals. Et des champions. Les Japonais étant les plus forts, que faire ? Assimiler l'esprit ? Rechercher des participants ayant la même morphologie que les Japonais ? Faire tout porter sur la technique de l'esquive ?

Les résultats internationaux auraient été maigres. On choisit une technique plus proche du contre ou de l'attaque, des athlètes plus lourds. On pratiqua un judo plus musclé. Et l'on obtint des résultats. Le succès allié au mystère des mots, au silence du dojo, à « l'exotisme » du costume, attira un public de jeunes.

Une confrérie

Le judo occidental y perdit ainsi le côté ludique qu'il conserve au Japon, où on le pratique dans les écoles ; mais, par un juste retour des choses, il obligea les Japonais à s'adapter : à leur tour, ils abandonnèrent, le temps d'une tournée, leur philosophie, choisirent des champions « musclés », oublièrent l'esquive pour pratiquer le contre. De cheminement vers un état de maturité, le judo est redevenu un simple sport de combat. Un peu mystérieux, un peu sophistiqué, un peu intellectuel, mais de combat tout de même. Et c'est ce retournement qui assure son succès actuel.

Il y a les parents, les profs, les patrons, l'adjudant, le copain plus fort, celui qui « tombe » les filles. Face aux autres, l'adolescent, encore peu assuré, se trouve constamment en situation de conflit. Il lui faut s'affirmer avec la seule chose dont il soit sûr d'être propriétaire, son corps. Et le seul terme de référence est le corps de l'autre. Le judo permettra un vrai combat sans aucune des conséquences physiques d'une vraie bataille : la technique et le « mental judo » permettront de s'arrêter avant la douleur,

→

Une expansion à la japonaise

→

l'accident. Bien sûr, il y a la défaite, mais en contrepartie il y a la modestie.

« Pour moi, le judo c'est comme les échecs. C'est un long enchaînement de gestes me permettant de placer l'autre dans une position qui me permettra de le coincer. Mais c'est aussi un sport qui m'a permis de découvrir que, sur le plan physique, je n'avais rien à envier aux autres ». Celui qui parle n'est pas un champion. C'est un de ces milliers de garçons venus demander au judo de traduire une faiblesse physique en avantage, de placer son honneur ailleurs que dans la stabilité corporelle.

Au passage, il a vu disparaître son complexe d'infériorité, s'est sécurisé au contact du tatami, au silence de la salle, a cassé son agressivité dans les rites successifs : habillage, salutations. Il a eu la chance d'aller dans une « bonne salle » où on lui a parlé du « mental judo ». Il n'a peut-être pas compris ce que cela signifiait pour un Japonais, mais a ainsi appris à ne pas se servir de sa technique dans un vrai combat. Par là même, il a accédé à une confrérie, une sorte de société secrète. Le plaisir intellectuel est venu ensuite.

La première fois qu'il a mis les pieds dans un dojo, c'était avec l'intention affirmée d'apprendre à se battre. Aujourd'hui, il sait, mais ne se bat plus.

GUY PERRIMOND

36 ans après 36

Evoquant juin 1936 dans son livre « La rencontre des hommes », Benigno Caceres s'écrie : « Et puis, on va avoir douze jours de congés payés, douze jours où la journée sera gagnée le matin en se levant ! On a même un ministre des Loisirs. C'est le premier ministre dont je suis sûr de retenir le nom : Léo Lagrange. »

Trente-six ans plus tard, Léo Lagrange, c'est encore un nom qui dit quelque chose. A cause des plaques à l'entrée des piscines et des stades... et grâce à l'action d'un mouvement de jeunesse, la Fédération Léo Lagrange qui, ce week-end, va tenir son dixième congrès à Lille. Ce sera l'occasion pour Pierre Mauroy de mesurer le chemin parcouru, au moment de passer le relais à un nouveau secrétaire général — probablement Antoine Blanca.

Créée il y a vingt et un ans par une équipe de militants S.f.i.o. groupée autour de Maurice Deixonne et Pierre Mauroy, la Fédération a atteint ses objectifs, devenir une solide organisation au service du socialisme, sans pour autant être la courroie de transmission d'un parti, fût-il celui où militaient ses principaux animateurs : d'une part, contribuer à créer un secteur non capitaliste du loisir et de la culture ; d'autre part, « favoriser chez les jeunes la réflexion et le dialogue sur les problèmes de notre temps, sans cacher que les responsables de la Fédération abordent le dialogue dans la perspective d'un projet de société socialiste. »

C'est un problème international qui dominera les débats de Lille : l'action de la jeunesse à l'échelle européenne. « Pour le capitalisme, note le rapport soumis aux six cents délégués, l'espace européen est devenu un seul et unique terrain de chasse », tandis que « la jeunesse européenne n'existe pas encore ». Sans tomber dans l'illusion d'une Europe de la jeunesse opposée à l'Europe des adultes, on peut tenter de dégager quelques revendications communes à tous les jeunes Européens qui subissent « les contraintes particulières à l'âge de l'entrée dans la vie active ».

Le congrès aura aussi à se prononcer sur une esquisse de programme valable pour tout le Marché commun élargi : dix propositions pour les Dix. Notons au passage : majorité à 18 ans dans toute l'Europe ; pour les étudiants, séjour d'un an dans une université étrangère avant les diplômes de fin d'études ; statut européen des objecteurs de conscience leur permettant un service civil dans des organisations internationales publiques ou privées.

Si le congrès est d'accord, les propositions seront prises en compte par les soixante mille adhérents de la Fédération, et présentées à ses partenaires français et étrangers, afin que « les jeunes Européens prennent l'habitude de se battre au coude à coude pour des objectifs précis ».

DANIEL MITRANI

Un jeu pour ne pas être un jouet

Valéry Giscard d'Estaing jette les dés, tire le double six et atterrit en case trente-neuf : « L'exode rural s'amplifie, vous disposez de plus de main-d'œuvre industrielle, votre production s'accroît de trente milliards. Allez en 3. » Sous l'œil jaloux de Karl Schiller, Giscard reçoit ses milliards de la Banque mondiale, mais une déception l'attend en 3 : « Si vous avez moins de trente milliards de construction de logements — c'est le cas — vous devez réduire la consommation des familles ou les armements pour augmenter de trente milliards la construction de logements... »

Cnuced en folie ? Fonds monétaire en roue libre ? Tout simplement soirée familiale un jour sans télé. Giscard, c'est la marraine de ma fille ; Schiller c'est ma femme. Je ne suis que Connally, mais, depuis deux heures que nous jouons à l'Ecoplay, j'ai déjà gagné deux manches. Ecoplay (1), c'est la dernière création de Jean-Marie Albertini, cet activiste de choc de la vulgarisation économique, qui a déjà imaginé tant de livres, de jeux, de montages-diapos que l'on se transmet de stage en stage.

La piste aux 40 cases évoque le jeu de l'Oie. Et l'on pense au Monopoly devant les cartons de couleurs différentes où les joueurs entassent les 610 milliards que leur remet la banque en début de partie.

Mais Ecoplay va plus loin. Les milliards sont ventilés vers plusieurs grands secteurs : consommation des familles, armement, installation d'usines, achats de machines, construction de logements, équipements collectifs, exportations... Pour gagner, selon la règle du jeu, il ne s'agit pas seulement d'accumuler des milliards ; ce qui sera déterminant, ce sera l'équilibre entre l'expansion des divers secteurs.

Malgré le « Petit vocabulaire de base du petit sous-secrétaire d'Etat à l'Economie » qui figure parmi ses accessoires, Ecoplay reste un jeu et ne prétend pas être autre chose. Mais, dans le cadre d'un stage, d'un cercle d'études, d'un séminaire, dont l'animateur sait être à l'écoute, Ecoplay peut beaucoup aider à faire venir certaines questions en surface, à intensifier le dialogue. Jouer avec les phénomènes économiques, une manière parmi d'autres d'apprendre à être soi-même un peu moins un jouet. **D.M.**

1) Ecoplay, éditions d'Alleyrac (48, rue Castagnary, Paris XVe).

Fiasco à l'Expo Pompidou

« Douze ans d'art contemporain », titre en lettres noires un grand panneau blanc devant la façade du Grand Palais. Et sur cette toile de fond, bien nettes, se découpent les silhouettes casquées, matraques et mousquetons au côté, qui encerclent le bâtiment. Mardi 16 mai — 16 heures : ouverture de l'Exposition 72, dite Expo Pompidou.

Les brigades d'intervention de la P.p., la gendarmerie mobile, les officiers des R.g., tous les enfants chéris de Raymond Marcellin étaient au rendez-vous « culturel ». A défaut d'artistes... Sinon ceux qui sont venus dénoncer une opération qui semblait si bien agencée.

Quelques violentes charges de police prétendirent y mettre bon ordre. Résultat inattendu : le comité d'organisation officiel affirma « qu'il refuse d'assumer davantage la responsabilité de l'exposition tant qu'il n'aura pas la certitude que de tels incidents et qu'un tel déploiement de forces policières ne se reproduiront plus ». Et, mercredi matin, l'Expo ne rouvrait plus ses portes.

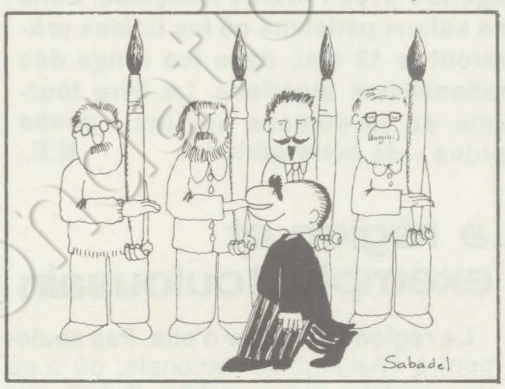
Le Prince et le design

L'Expo pouvait-elle, de toute façon, être une réussite ? Certes, dans l'esprit de ses promoteurs, elle s'inscrivait dans un contexte culturel qui se dit cohérent. Signe, parmi tant d'autres : dernièrement le « design » faisait une entrée remarquée dans les salons de l'Elysée. Et les Français découvraient devant leur petit écran que Georges Pompidou, contrairement à son prédécesseur, s'intéresse à l'art contemporain. Certains mauvais esprits, il est vrai, ont pu penser que c'était une belle promotion pour notre Prince des arts comme pour les créateurs de ce mobilier. Les fabricants industriels ne s'y sont pas trompés : dans quelques mois, le « grand public » trouvera dans les magasins les mêmes tables, les mêmes lampes, les mêmes fauteuils que ceux qui ornent l'Elysée. D'une autre qualité, sans aucun doute.

Reste que le président de la République aimerait bien laisser aux générations futures l'image d'un nouveau Mécène. Ainsi naquit l'Exposition 72 du Grand Palais. Il y a deux ans, une commission présidée par François Mathey, actuel directeur du Musée des Arts décoratifs, fut chargée de sélectionner, dans le plus grand secret, 250 artistes supposés refléter les grands courants de l'art depuis 1945. Il ne fut jamais question que les artistes y soient représentés.

A peine eut-on vent du projet que la Jeune peinture, suivie du F.a.p. — Front des artistes plasticiens — rédigèrent un communiqué sans ambiguïté : ils refusaient d'avance toute forme de participation à ce type de manifestation officielle. Quelque peu échaudée, la commission tenta d'endiguer l'opposition, en limitant son exposition à une période strictement contemporaine, de 1960 à 1972. Les invitations furent lancées. Un tiers des artistes pressentis refusèrent de voir leurs toiles exposées pour le plus grand prestige du président de la République.

La semaine précédente, ils étaient 72 exposants. L'intervention de la police aidant, il y en eut encore une dizaine à avoir décroché mardi leurs toiles du Grand Palais. L'Expo Pompidou pouvait tout aussi bien, dès ce jour-là, fermer ses portes, faute de participants.



Un joli fiasco. A la mesure de la politique culturelle de la Ve République. Ces artistes qui refusent de cautionner par leur seule présence le « mécénat éclairé » de Pompidou savent, pour l'éprouver quotidiennement, que 0,5 % seulement du Budget national est consacré aux affaires culturelles. Par contre, pour une manifestation de prestige, le Pouvoir n'a pas lésiné : les frais engagés dans l'Exposition 72 absorbent presque pour deux ans les crédits alloués à l'achat d'œuvres contemporaines dans les musées nationaux.

La destruction de la Cité des Fleurs, où travaillaient de nombreux peintres et sculpteurs, les expulsions du Foyer des artistes de Montparnasse, l'espoir déçu d'éviter la destruction des Halles dont certains avaient su faire un lieu d'animation culturelle, les prix prohibitifs du moindre atelier neuf, tout cela fait comprendre aisément leur mauvaise humeur. Ce sont ces problèmes qui préoccupent le Front des artistes plasticiens, entre autres, dont les Etats généraux se tenaient à Paris cette semaine. C'est leur action qui fut le noyau de la contestation, mardi après-midi.

« Quand l'art se mêle de politique, cela devient ignoble », déclarait récemment Jacques Chaban-Delmas. Et quand la police s'en mêle, monsieur le Premier ministre ?

CHRISTINE COTTIN



Deux écrivains de passion

Cinq ans de chroniques — celles qu'il donna à « l'Express » de 1966 à 1971 — voilà ce que Jean-François Revel nous livre en un ouvrage de 500 pages sous le titre bien modeste, peut-être malicieusement général, mais en fin de compte justifié : « Les idées de notre temps » (Laffont).

Chroniques littéraires, si l'on veut, puisque Revel fut en charge tout ce temps, à « l'Express », de l'éditorial dit littéraire. Littéraires aussi en ce sens que c'est un livre qui donne carrière, ou prétexte, à chacune d'elles. Mais fort éloignées, toutes, de ce que le mot littérature fait entendre. Consacrées, toutes, à des livres qu'on appelle « d'idées », c'est-à-dire de philosophie, de sociologie, d'économie, de psychanalyse, de sexologie, etc. Des livres dus à des esprits aussi divers que Trotski, Paulhan, Edgar Morin, Pouillon, Freud, Politzer, Le Clezio, et j'en passe. Même M. Zitrone, pour « Mon Tiercé » — petit ouvrage certes, mais voué à une idée incontestablement de notre temps.

Or il est merveilleux de mesurer ce qu'en ces cinq ans nous aurions pu — et aurions dû ! — lire, si nous avions un commencement de curiosité pour les événements que nous vivons. Que nous subissons plutôt, faute précisément de les vivre, de les penser. Oui, elle est merveilleuse — à la fois revigorante et désolante — la somme de perspicacité et d'analyse aiguë qui s'est donnée cours en ces cinq années qui ont précédé et suivi 1968, l'année-clé, l'année-phare de ce demi-siècle.

Revigorante : jamais peut-être, en aucun temps, l'intelligence n'a serré de si près, et si vite, la réalité. En la dépouillant si vivement de tous les faux-semblants. Désolante : qu'avons-nous saisi au passage de ce bouillonnement, de cette exceptionnelle effervescence ? Rien. Presque rien. Entre la réflexion et le courant de la vie, toujours un mur, même plus haut que jamais. Ce n'est plus la république des clercs, c'est un cloître : une pensée dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne s'intègre guère dans le siècle ! Sortant de lire Naville, ou Politzer, ou Maurice Clavel, comment ne pas se frotter les yeux en retrouvant l'indigente réalité politique d'une plus qu'archaïque « nouvelle société » ?

Ceux par qui les scandales arrivent

D'où l'extrême intérêt du livre de Revel : il autorise une approche convenable de tout ce que nous avons laissé échapper faute, paraît-il, de temps : l'éternelle excuse du temps ! Un rattrapage, en quelque sorte. Et de main de maître. Je ne vois pas beaucoup d'esprits ces temps-ci plus pénétrants, ni plus clairs, que celui de Revel. Par exemple, même sans en partager toutes les conclusions, il est difficile de ne pas tenir son « Ni Marx, ni Jésus » pour un des ouvrages politiques les plus importants de ces dernières années : je lui vois des conséquences pour longtemps. Tout au long de ses chroniques, ce sont les mêmes qualités que Revel fait briller : simplicité, acuité, entrain, fougue, passion. Et ce bel usage qui est le sien, très entraînant, quitte à déraper quelquefois, des imprudences de la pensée.

Un autre grand plaisir de lecture m'a été donné par les écrits politiques d'Anatole France que le Cercle du Bibliophile vient de réunir, en quatre volumes, sous le titre « Trente ans de vie sociale », avec une chaleureuse et très éclairante préface de Claude Aveline. Je m'en accuse d'autant plus volontiers que je pense n'être pas seul dans ce cas : jusqu'à présent, je voyais plutôt France comme un seigneur des lettres à qui la coquetterie venait parfois de se frotter à un peu de pensée progressiste. Or c'est le contraire. Au lieu de dilettantisme, le courage, la passion, l'engagement. Au lieu d'un souci littéraire de faire figure, une contraignante lucidité.

Un socialiste aimera à connaître cette marche irréversible, inévitable, vers le socialisme d'un esprit qui en paraissait d'abord à cent lieues. Influence, bien sûr, de l'Affaire Dreyfus. Malheur à ceux par qui les scandales arrivent : ils font que les yeux s'ouvrent !

GEORGES CONCHON

Crise au lycée

Des gosses, les lycéens ? Peut-être. C'est, du moins, l'image que le gouvernement et les C.d.r. voudraient en donner. Le livre de Claude-François Jullien (Editions Stock) est là pour nous rappeler la réalité plus complexe des établissements secondaires.

Le malaise n'est pas le même dans les lycées, les collèges secondaires ou les collèges techniques; les chances n'y sont pas égales. L'influence des mouvements gauchistes varie selon les établissements et les circonstances. Et, un jour de « ralbol », c'est tout un lycée qui descend dans la rue.

Au terme d'une longue enquête et d'une intéressante analyse, Jullien n'a peut-être pas tort d'écrire: « La crise des lycées est aussi une crise de la société ». N.B.

Les révélations de Paillat

Claude Paillat est un journaliste sérieux. Il accumule les sources originales, les rapports confidentiels, les notes des préfets. Puis, il écrit de gros livres. Plus de 800 pages pour le dernier, « La liquidation » (éditions Robert Laffont).

La liquidation, c'est celle de l'Empire français de 1954 à 1962. Et Paillat en traque tous les aspects. Dans le bled algérien avec l'Armée française, dans les salons parisiens où les fidèles préparent le 13 mai, dans les rangs des nationalistes algériens. Le livre fourmille de révélations sur les « coups tordus » de cette période. N.B.

La région et l'exemple toulousain

La région fait parler d'elle. Pas seulement à l'Assemblée nationale, où a eu lieu un bien triste débat. Publié par les éditions Stock, « Toulouse, Midi-Pyrénées, la transition », de Claude Beringuier, André Boudon et Guy Jalabert, le dernier livre de la collection Villes-clés, permet d'aborder sérieusement — le fait est rare — les questions régionales. Les auteurs, décomposant tous les mécanismes d'une économie, d'un mode de vie, d'un parti urbanistique, d'une conception politique, retrouvent toujours la base même de notre vie : le régime capitaliste.

Tous ces problèmes, liés à la vie d'une grande ville et d'une région, sont extrapolables à d'autres grandes villes et à d'autres régions. Or, l'Aménagement du territoire en régime capitaliste demande aux socialistes des réponses d'ensemble : dans une économie en voie de socialisation, la région pourrait constituer une des bases de « l'action contre la logique du profit » que dénoncent les auteurs. Y.D.

La petite lumière du militant

Dans son livre « Militer » (Fayard) Eugène Descamps avait décrit la C.f.d.t. vue de la position de secrétaire général qu'il avait occupée depuis plusieurs années. Michel Schifres, journaliste à « Combat », nous donne aujourd'hui l'autre face du même tableau avec « La C.f.d.t. des militants » (Stock). Il y montre le syndicaliste à l'action, avec les contradictions qu'il a quotidiennement à surmonter entre son idéal et les réalités matérielles auxquelles il se heurte et à travers lesquelles apparaissent à la fois ses défauts et ses qualités. D'une longue série d'entretiens, l'auteur tire en fin de compte un portrait vivant du militant C.f.d.t. dont voici un extrait.



Michel Schifres.

« L'homme libre est l'homme responsable... L'homme responsable est l'homme libre... Cercle sans fin de ces deux notions pour le militant de la C.f.d.t. Toute sa vie bâtie sur ce postulat. Lutte qui, sans cesse, recommence pour que ces mots deviennent une réalité. Des principes inscrits sur chaque tract, chaque affiche, chaque brochure. « On ne demeure libre qu'en acceptant d'être responsable » : une phrase découverte, cette fois, sur la dernière page d'un document signé Edmond Maire, document de novembre 1968 complétant le rapport du XVe congrès de la fédération de la Chimie.

La responsabilité, le militant l'exige d'abord de lui-même. Sa vie, pourtant, ne diffère guère de celle des militants d'autres organisations syndicales : comme pour eux, ce sont les réunions, plusieurs fois par semaine, qui n'en finissent pas, les enfants que l'on voit peu, l'épouse — ou le mari — qui n'accepte pas toujours cette existence, le cinéma où l'on ne va pas, la vie syndicale dans l'entreprise qu'il faut animer, la promotion professionnelle plus ou moins entravée.

Moins que d'autres, en revanche, il accepte d'accomplir le travail auquel s'épuisent la majorité des délégués syndicaux : aider l'adhérent à remplir une fiche de renseignements, vérifier avec lui l'exactitude d'une feuille de paie, protester pour lui auprès d'un contremaître. Refus de principe : le travailleur doit prendre ses responsabilités et se comporter en responsable ; résoudre à sa place ses problèmes est lui rendre un mauvais service, puisque sa participation demeure passive.

Rôle difficile du militant : il doit transmettre les revendications des travailleurs sans les trahir, tout en les élargissant. « Il faut, juge un militant de Berliet, traduire à un niveau plus général et en fonction de nos orientations des problèmes que les travailleurs expriment à un moment donné sans en saisir toute la complexité. »

Certains ont choisi la voie, parfois moins difficile, du « faire d'abord, réfléchir ensuite ». Comme ce militant d'une petite ville des Vosges. Visiblement, il domine « sa » ville : grâce à lui, la vie syndicale des entreprises, quasi nulle jusqu'à son arrivée, a repris ; par des luttes très dures, il a obtenu d'importantes augmentations de salaires et une réelle amélioration des conditions de travail. Dans chaque usine, les travailleurs le connaissent et le respectent profondément.

Avant la démocratie

« En ce qui concerne l'action, explique-t-il, mon rôle de responsable est, en tenant compte des moyens, des mentalités, des souhaits, de déterminer une action et les résultats qu'on peut en obtenir. Après avoir évalué tout cela, j'informe les camarades.

— Vous donnez alors, semble-t-il, une orientation à l'action. La démocratie n'apparaît guère dans votre schéma.

— C'est vrai ; ce n'est pas encore la démocratie ; c'est simplement de l'information. Mais, dans cette région, il faut avant tout lutter et obtenir des résultats. De toutes les façons, je considère que les camarades se forment dans l'action : ils deviennent peu à peu responsables. La démocratie, alors, peut exister : pas avant. »

Certains ne résolvent pas aussi facilement cette difficulté. Ecartelés entre leur volonté d'être à l'écoute de la base et leur rôle de responsables syndicaux, ils ont parfois le sentiment d'être ambigus et de ne pas toujours représenter réellement ceux qui leur font confiance.

Des veilleurs de nuit

A Merlebach, on ne peut ignorer que c'est le domaine de la mine : elle est partout. Dans les cars « de ramassage » qui, inlassablement, parcourent la ville. Dans les petites maisons, toutes semblables, toutes surmontées de l'antenne de la télévision. Dans les cafés, où l'affiche réglementant la protection des « mineurs » contre l'alcoolisme a, par un jeu de mots stupide, une allure sinistre. Dans le vestiaire hallucinant des Houillères, où des dizaines de tas de vêtements suspendus par des crochets ressemblent à des pendus, deux militants parlent de leur rôle : Robert S..., trente-neuf ans, électromécanicien de fond, délégué mineur, et François D..., vingt ans, délégué syndical.

« Nous, responsables syndicaux, nous voulons être des veilleurs. Des veilleurs de nuit. Les gars qui, une lampe à la main, éclairent celui qui n'y voit pas. Nous possédons une certaine lumière qui montre le chemin. Si le gars n'en veut pas, s'il veut prendre un autre chemin, s'il refuse la lumière, on ne peut la lui imposer.

— Un exemple con : un gars veut aller à un match de foot. Pour pouvoir y aller, nous lui montrons le chemin. Je suis d'accord avec toi : il peut choisir le chemin qu'il veut ; on ne peut l'obliger. Mais pour qu'il choisisse un chemin, il faut d'abord qu'il sache qu'il y a un match de foot. Sinon il n'ira pas. Et cela, c'est quand même à nous de le signaler.

— C'est vrai, mais tu ne sais pas s'il sait ou non s'il y a un match de foot. On peut le lui rappeler, mais c'est tout. On se trompe souvent si on croit que les gens ne sont pas au courant ; ils en savent souvent plus que nous. »

Pour le militant, cet « outil dont les travailleurs doivent apprendre à se servir », il s'agit avant tout de susciter la prise de conscience. Il n'impose pas ; il ne force pas ; il n'oblige pas. Ainsi l'adhésion. Toujours présentée comme un assentiment à des objectifs ou à des méthodes d'action et jamais comme la possibilité de grossir l'organisation, elle n'est pas recherchée à « tout prix ». Le militant déteste la pratique de la carte forcée. »

« 1793 » : Comme une grande vague

« 1793, La cité révolutionnaire est de ce monde » (1). Suite de « 1789, La révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur ». Après l'Histoire racontée par les clowns, par les généreux bateleurs de foire, voici l'Histoire narrée par ceux qui l'ont faite, par les gens du peuple, par les « sectionnaires ». Le récit d'un grand rêve mort le 9 Thermidor (27 juillet 1794) ? Non, plutôt le récit d'une expérience : comment la sans-culotterie parisienne a connu et vécu le Pouvoir. Une période sur laquelle les manuels scolaires font volontiers silence, parce qu'elle est gênante dans ses leçons, trop porteuse d'espoirs, trop annonciatrice de bouleversements futurs et inéluctables. Ariane Mnouchkine dit : « C'est comme une très grande vague qui est allée très loin sur la plage ; elle s'est finalement retirée, mais elle a laissé des traces ineffaçables. »

Le spectacle du Théâtre du Soleil, à l'image de l'Histoire, laisse également des traces : dans les mémoires vierges, dans le regard ébloui du spectateur. Des aubes, des crépuscules inondent la Cartoucherie de Vincennes. On dit « citoyen » comme on dirait « camarade ». On court tous à Valmy défendre la patrie en danger. Du pain et des rêves. Des luttes, surtout. Pour un peu qu'on nous donne une baïonnette, on éventrerait volontiers ce serrurier de Gros Louis qui était aussi roi de France. En un mot, une grande fête populaire, mais moins complaisante que celle de « 1789 ». La rigueur aidant, le plaisir des yeux n'en est que plus percutant, le récit plus fulgurant.

Le Théâtre du Soleil a laissé la parole à ceux qui font l'Histoire. Laissons, pour notre part, la parole à ceux qui font le théâtre.



Ariane Mnouchkine et les comédiens du Théâtre du Soleil.

Marie-France Duverger (stagiaire) — Le spectacle commence au moment de l'entrée des citoyens passifs dans les sections, avant le 10 août 1792 (prise des Tuileries et chute de la royauté).

Ariane Mnouchkine (metteur en scène) — Nous nous sommes attaqués à une période obscure, méconnue, sans mythes significatifs pour la conscience populaire. Il fallait que le spectateur puisse regarder le spectacle sans connaître la période. La difficulté a été de faire que, en suivant les aventures des gens qui sont montrés, en montrant leur vie, on puisse apprendre l'Histoire, connaître ce qui s'est passé. Les événements qui commencent le 10 août 92 ont été faits par les Sans-Culottes qui se réunissaient chaque soir à Paris, dans 48 sections. Notre parti pris de départ a donc été de faire raconter aux sectionnaires leurs propres luttes. Les sectionnaires furent, en l'an I et en l'an II, l'avant-garde révolutionnaire du peuple. Pour faire raconter la Révolution par le peuple, il fallait aller dans les sections.

Marie-France Duverger — Le spectacle s'achève en septembre 1793, à la veille des mesures décrétant la non-permanence des sections. « 1793 » veut montrer une période historique où le mouvement révolutionnaire a su imposer une démocratie politique extrême.

Ariane Mnouchkine — C'est un spectacle sur le souhait le plus important des Sans-Culottes : la démocratie directe ; ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient anarchistes ! Les Sans-Culottes sont allés beaucoup plus loin qu'ils n'auraient dû ; ils ont débordé ce qu'il est convenu d'appeler les conditions objectives de l'Histoire... Dire que les Sans-

Télévision: au risque de vous plaire

L'émission de la semaine : « Dimanche volé », de Gérard Chouchan (vendredi 19 mai, 20 h 30, ch. 1). Sur un sujet très actuel — un drame né de l'excès de bruit dans une cité nouvelle de banlieue — le portrait d'un milieu ouvrier, à la frontière de la dramatique et du reportage. L'une des dernières réalisations dans le style « écriture par l'image ».

VENDREDI 19 MAI

« 50 millions de consommateurs », réalisé par l'Institut national de la consommation (tous les jours, 19 h 15, ch. 1).

L'Algérie 1972, Mme Nixon, le portrait d'un juge d'instruction, au magazine Plein cadre (21 h 30, ch. 2).

SAMEDI 20

« Frédéric II » : en 4 volets, l'histoire d'un grand roi (20 h 30, ch. 1).

« L'espoir est mort » : 4e partie de la série Malraux (21 h 30, ch. 2).

DIMANCHE 21

Au Théâtre de la jeunesse, la 1ère partie d'« Ambroise Paré » (18 h, ch. 1).

« Tempête à Washington » de Preminger : en même temps qu'une histoire pleine d'intrigues, un merveilleux cours d'éducation civique sur le Sénat américain (20 h 40, ch. 1).

Le réalisateur Failevic « rencontre » Van Gogh : « Je suis Vincent le Hollandais » (21 h 25, ch. 2).

Ciné-club : « Muriel », l'un des films les plus secrètement beaux d'Alain Resnais (22 h 30, ch. 2).

LUNDI 22

Les incorruptibles (20 h 30, ch. 1).

« Médecine et sorcellerie », une médicale de Desgraupes — Barrère — Lalou (21 h 25, ch. 1).

Portrait de l'univers : « La chimie de l'impossible » (22 h 20, ch. 2).

MARDI 23

L'Algérie de 1962 à 1972, décrite par Edmond Bergheaud (20 h 30, ch. 1).



Culottes ont joué un rôle moteur ne signifie pas nier le rôle des hommes politiques en place, les Marat ou autres Robespierre. Ces hommes sont cités dans les sections, ils sont présents à travers leurs partisans.

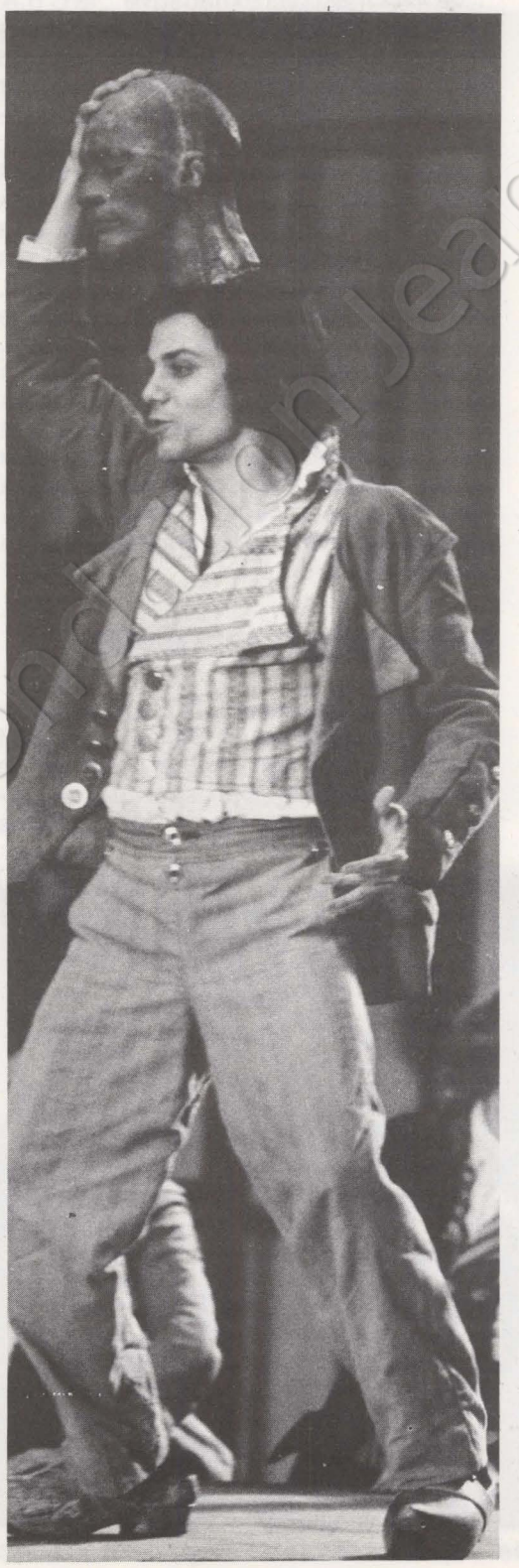
Et Robespierre ?

Franck Poumeyreau (comédien) — Je campe un robespierriste, le journaliste Dumont. Il a reçu la même éducation que Robespierre, fréquenté les mêmes lycées ; il a appris à se tenir droit, à parler d'une certaine façon ; il ne se mélange pas beaucoup avec le peuple... qui pourtant sera longtemps robespierriste. Dumont, jusqu'à la fin, jusqu'à la guillotine, est persuadé d'avoir raison. Il n'est d'ailleurs pas niable que Robespierre fût terriblement en avance sur son époque.

Lui et ses partisans se battaient pour des lois et proposaient au peuple d'avoir le courage de mourir de faim. Par contre, d'autres tendances, Marat et les Enragés par exemple, voulaient des lois qui donnent du pain.

Ariane Mnouchkine — Le groupe des femmes représente la force vive de ce combat pour les subsistances.

Lucia Bensasson, Myrrha Donzenac, Louba Guertchikoff et Geneviève Rey (comédiennes) — Nous faisons partie de ce groupe ; nous jouons les femmes du peuple. Nous représentons la toile de fond de la période. Les hommes incarnent les courants d'idées ; nous sommes le rappel de la réalité et de la quotidienneté : les questions matérielles. Le vrai problème des femmes de l'époque, c'était la lutte pour le pain, contre la misère. Elles ont fait des émeutes pour se procurer les denrées que les commerçants et les accapareurs stockaient en attendant que les prix montent. Leurs espoirs, leurs souhaits, leurs projets sont une façon de mettre le bonheur à l'ordre du jour plus concrètement que les hommes. Elles réclament le droit à l'éducation gratuite pour tous, le droit à la nourriture, au logement et aux loisirs.



Ariane Mnouchkine — Parce que la vie est chère, parce qu'elles n'ont pas à manger pour leurs enfants et elles, parce qu'elles sont analphabètes, parce qu'elles sont opprimées dans le travail, les femmes représentent les aspirations réelles du peuple. Politiquement, elles ont obligatoirement de la sympathie pour les hommes politiques qui mettent leurs revendications en avant : Marat, l'Ami du peuple ou Jacques Roux, le Curé rouge. Cette réalité et ces idées ont contribué à séparer Robespierre des Sans-Culottes. Notre avant-dernière scène (le banquet civique) montre cette déchirure entre : d'une part la Sans-Culotterie attachée à ses revendications alimentaires et à la démocratie directe, et d'autre part les robespierristes, adeptes du parlementarisme, de ce qui sera la démocratie bourgeoise.

Le vrai héros

Ariane Mnouchkine — Ce débordement des robespierristes est un accident, un dérapage de l'Histoire, mais c'est aussi un conte vrai : les profondes revendications du peuple français. Bourgeois d'extraction, même s'il sait s'adapter aux souhaits du peuple, Robespierre défend avant tout les aspirations de la classe bourgeoise. Une scission était fatale entre lui et la Sans-Culotterie. Il est évident que cette rupture porte en elle le 9 Thermidor et la fin de la Révolution. Nous avons voulu montrer que le héros de la Révolution n'est ni Marat, ni Danton, ni Robespierre. Le vrai héros, c'est le peuple. En ce sens, notre spectacle est partisan : la période traitée est tellement riche en idées et en solutions, pleine de propositions et de suggestions, qu'il aurait été difficile de faire un simple constat prétendument impartial. Tous nos personnages sont vrais ; leurs semblables ont existé. Nous ne faisons jamais dire à l'Histoire ce qu'elle ne dit pas ».

Cette authenticité, ajoutée à la qualité esthétique du spectacle, donne son poids à « 1793 » : une pierre blanche dans l'histoire du théâtre français, un énorme pavé rouge à la face des menteurs professionnels.

JEAN MONTAGNARD

---

1) Texte à paraître aux éditions Stock, collection Théâtre ouvert.

L'empire d'Ambroise 1er

Qu'Ambroise Roux se rassure : le bruit fait pendant deux mois autour du conflit du Joint français n'a fait qu'ébrécher le mur de silence à l'abri duquel prospère goulûment l'une des plus puissantes — et des plus discrètes — entreprises françaises : sa Compagnie générale d'électricité (C.g.e.) 113 000 employés, plus de 10 milliards de francs de chiffres d'affaires.

Discrète est le mot. Si le sigle C.g.e. est aussi connu dans les conseils d'administration, dans les banques et à la Bourse que le bonhomme Michelin, le losange Renault ou le rond Elf-Erap, il demeure totalement inconnu du grand public. La C.g.e. ne descend pas dans la rue. Du moins pas à visage découvert. La C.g.e., pour le Français moyen, n'existe pas ; il la rencontre pourtant partout. Un sondage réalisé par l'Ifop il y a un an révélait que trois Français sur quatre n'ont jamais entendu parler de la C.g.e. et que 11 sur 12 étaient incapables de citer un de ses produits.

Pourtant, où que vous soyez, vous avez sous les yeux des productions C.g.e. : en France, un téléphone sur deux est fabriqué par la filiale C.i.t.-Alcatel de la C.g.e. Mais la C.g.e., c'est aussi : les accumulateurs d'automobiles Tudor, Fulmen, Dinin ; les piles Mazda ; les appareils ménagers Thermor et Sauter ; les locomotives électriques, les turbines Alsthom, les disjoncteurs de Delle-Alsthom ; les matériaux isolants Ceraver ; les pneus Kléber-Colombes... Et ce n'est pas tout : la division Travaux publics de la C.g.e. a obtenu le contrat de l'autoroute privée Paris-Poitiers ; elle construit également des ponts, des écluses, des logements ; c'est une de ses filiales, Les câbles de Lyon, qu'alimente E.d.f. en gros conducteurs.

La liste n'est pas exhaustive : la C.g.e. a une centaine de filiales. Le rythme auquel elle achète, absorbe, fusionne rend hasardeuse toute tentative de tenir à jour l'organigramme luxuriant de cette étrange maison. La force de la Compagnie, c'est justement d'être à la fois partout et nulle part. La C.g.e., ce ne sont pas des produits signés ; ce n'est pas, à la grande tristesse de quelques-uns de ses nouveaux managers aux dents longues, une image de marque. C'est un siège cossu rue La Boëtie où les moquettes, dit-on, sont de plus en plus moëlleuses au fur et à mesure qu'on monte dans la hiérarchie. La C.g.e. est un puissant holding qui existe grâce aux dividendes de ses filiales. C'est pour cette raison que, dans les milieux financiers, on la surnomme, avec une condescendance jalouse, la « tirelire ».

Matignon gronde

Cette tirelire ressemble plus à un puissant mammouth qu'à un mignon petit cochon rose : son embonpoint est le reflet éloquent de sa prospérité financière. Il y a quinze ans, son chiffre d'affaires était de 800 millions de francs et elle employait 13 000 salariés. Aujourd'hui son chiffre d'affaires s'est multiplié par douze et son personnel par dix. Dans sa branche, l'électricité, c'est la première entreprise française et la sixième en Europe. Particularité révélatrice de sa puissance et des méthodes : elle ne tend jamais la main. Pour toutes ses transactions, elle a sa propre banque, nommée, avec à propos, Electro Crédit.

A la tête de cet empire, un empereur : Ambroise Roux, 50 ans, ancien de Polytechnique, des Ponts et de Supelec. Ancien aussi de la IVe République, puisqu'il fut directeur de cabinet de Jean-Marie Louvel — son prédécesseur à la tête de la C.g.e. — lorsque celui-ci était ministre de l'Industrie. Un physique de moine grassouillet et paillard, des inspirations et des colères célèbres, Ambroise Roux est, avec François Ceyrac, l'un des deux vice-présidents du C.n.p.f. Mais tandis que Ceyrac, président de la commission sociale du patronat, est un supporter ardent de la politique contractuelle de Jacques Chaban-Delmas, Roux, président de la commission économique, qui fut trop à droite pour être gaulliste, est considéré par ses pairs comme un « conservateur ». Ce qui n'est pas peu dire.

Son attitude dans le conflit du Joint français n'a fait que confirmer cette opinion, et élargir le fossé qui le sépare de Ceyrac et de ses amis. On lui reproche, à Matignon, d'avoir laissé le conflit du



Jean Le Faucheur (C.f.d.t.) parlant aux ouvriers du Joint devant le siège local du C.n.p.f.



Distribution de légumes par les



Ambroise Roux, président-directeur général de la C.g.e.

Joint français « dégénérer » en une grève longue et populaire. On lui reproche, surtout, d'avoir capitulé après deux mois devant la C.f.d.t. et son leader local, Jean Le Faucheur. Et d'offrir ainsi à la centrale d'Edmond Maire un tremplin dont le gouvernement se serait bien passé. Inconscience, irréalisme, aveuglement, tout a été invoqué pendant ce conflit pour tenter d'expliquer son attitude. L'éditorialiste de « la Nation » lui-même, Jacques de Montalais, l'a pris pour cible à deux reprises. « Ce grand P.d.g., écrivait-il, n'aurait qu'à lever le petit doigt. Il ne l'a pas fait. Faut-il croire qu'il spéculerait sur le chômage ? »

L'explication est plus simple : les stocks du Joint français étaient épuisés et Ambroise Roux ne voulait perdre à aucun prix un marché où il se heurte à une entreprise britannique installée à Malte, qui fournit à bas prix les mêmes produits que le Joint français. Augmenter les grévistes coûtait moins cher que de perdre un marché : Roux n'a guère hésité que deux mois.

La précipitation n'est pas, en effet, une habitude, à la Compagnie. Les discussions qui ont précédé la fusion C.g.e.-Alsthom ont duré six ans. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas seulement pour les deux P.d.g., Ambroise Roux et Georges Glasser, d'additionner deux entreprises, mais de définir une nouvelle stratégie. Fondée il y a 74 ans par un financier, Pierre Azaria, la C.g.e. a fait longtemps la plus grande part de son chiffre d'affaires en vendant du gros matériel électrique. Puis, parce qu'il fallait répartir les risques, elle a cherché à diversifier son activité. En 1966, la part du gros matériel n'est plus que de 25 %.

Est-ce la panacée ? On le croit. E.d.f., client-providence, trouve à la C.g.e. à la fois des turbines, des câbles, des interrupteurs, des disjoncteurs. Elle se sert dans les filiales de la C.g.e. comme un bricoleur dans les rayons d'un bazar. C'est de l'étranger, où se trouve la moitié des clients de la Compagnie, qu'arrive le premier avertissement. Hors des frontières, ce ne sont plus des pièces détachées que l'on veut acheter, mais des ensembles complets. La C.g.e. doit apprendre à livrer du « clés en mains ». La fusion avec Alsthom est un pas décisif dans cette direction où la Compagnie s'engage désormais résolument.

→



paysans bretons pendant la grève.



Piquets de grève à l'usine Delle-Alsthom de Saint-Ouen.

Aujourd'hui, la C.g.e. est capable de vendre des centrales électriques entières. Les centrales vendues et installées en une année par la C.g.e.-Alsthom peuvent produire 2 000 mégawatts. On est loin des 18 000 mégawatts de la General Electric ou de Westinghouse, et même des 6 000 de Siemens-A.e.g. (Allemagne) ou Brown-Boveri (Suisse). Mais cela représente, tout de même, de quoi se faire respecter dans l'hexagone.

Mais la « grande affaire à scandale » dans laquelle se sont aventurés les P.d.g. de la Compagnie, c'est celle de la filière nucléaire à réacteur américaine. Après une rude bataille à coups de centaines de millions, Ambroise Roux a dû abandonner l'espoir de construire le réacteur nucléaire de Fessenheim. La commande est allée à Jeumont-Schneider.

Mais l'empereur de la rue La Boëtie n'essuie pas que des défaites. Autour des tapis verts de ses bureaux cossus, avec ses conseillers, Louis Lesieux, l'homme des câbles, André Jacoupy, l'homme des téléphones, Georges Glasser, l'homme de l'électro-mécanique, Jean Matheron, l'homme des autoroutes, Raymond Pelletier, directeur général de la C.g.e., Georges Pébereau, le « diplomate » et l'électronicien, Hubert Boulanger, le financier, et Louis Delattre, l'homme du gros matériel, il a mitonné quelques petits Austerlitz économiques et financiers.

A Lannion aussi

Par exemple, la Compagnie industrielle des Télécommunications (C.i.t.) a multiplié, en 12 ans, ses effectifs par 6 et son chiffre d'affaires par 15. Après avoir fabriqué des téléphones, elle diversifie maintenant ses produits, s'installe solidement à l'étranger et cherche à occuper les créneaux laissés libres par ses grands concurrents internationaux. « J'assigne à la C.i.t. un objectif de 3 milliards dans les plus brefs délais (contre 1,2 aujourd'hui) », déclarait Roux, il y a un an, à un mensuel économique. Ce n'était pas un pari, mais une consigne, un ordre du jour avant la bataille. Roux sait faire des bénéfices. A quel prix ?

« A quel prix ! » disent les syndicalistes de la C.g.e. Et pas seulement ceux du Joint français. Car, aujourd'hui, le despotique Roux est un empereur contesté. Le mois dernier, les ouvriers de l'usine Delle-Alsthom de Saint-Ouen, filiale d'Alsthom, qui fabrique des disjoncteurs, ont occupé plus de 15 jours les locaux. Car la direction, purement et simplement, avait décidé de fermer l'usine en octobre. A Lannion, à une centaine de kilomètres de Saint-Brieuc, des débrayages ont éclaté, la semaine dernière, à la Société lannionnaise d'électronique, filiale de la Compagnie. La C.f.d.t., du coup, décidait d'organiser ce jeudi une journée d'action dans toutes les usines de la C.g.e. « Tous les représentants des usines, dit-on à la C.f.d.t, ont constaté que les problèmes posés au Joint français, à Delle-Alsthom et aux Câbles de Lyon étaient aussi, dans leur entreprise, leurs problèmes. Cette situation est la conséquence d'un type de direction centralisée, archaïque et dirigiste qui conduit à des grèves dures où les travailleurs ont le dos au mur ».

En effet, le mécontentement n'apparaît pas seulement au travers des grèves. Dans beaucoup d'usines de la C.g.e., on n'admet pas les méthodes de Roux. C'est le cas, par exemple, à la C.i.t.-Alcatel, où la section C.f.d.t. vient de publier un rapport de six pages qui dénonce la répression syndicale, les contraintes imposées aux directions d'établissement, la politique des bas salaires, le caractère oppressif de la gestion et le refus de prendre en compte toute expression collective.

Les exemples cités sont éloquents : « Les producteurs d'une émission de télévision sur la participation avaient demandé l'autorisation de filmer dans les établissements C.i.t.-Alcatel d'Arcueil, racontent les syndicalistes. Autorisation refusée. Autorisation refusée également à Edmond Maire, qui, pour A armes égales, voulait filmer dans l'usine d'Aix-les-Bains et dans les cars de transport du personnel. Quant au rédacteur de la revue « Electronique-Actualité », qui faisait une enquête sur la participation, il s'est vu répondre par la direction qu'elle ne voulait ni en parler ni en entendre parler ». Autre habitude-maison : « La direction absorbe, fusionne, mute en permanence. Ainsi, on tente d'entraver l'action syndicale. »

Minorité hypocrite

Les syndicalistes de C.i.t.-Alcatel ont envoyé à Ambroise Roux, le 11 mai, une lettre ouverte dans laquelle on lit : « Alors que des administrateurs de la C.g.e. comptent parmi les responsables du C.n.p.f., lequel envoie dans tous les salons où l'on cause des émissaires parler avec chaleur des mérites de la participation, l'application que vous en faites dans vos entreprises nous conduit à nous demander si vous êtes la minorité réactionnaire ou la majorité hypocrite du C.n.p.f. »

Aujourd'hui, plus personne ne se pose la question. Quant à Ambroise Roux, il a d'autres chats à fouetter : le développement de son groupe à l'étranger est devenu son objectif n° 1. Il veut répartir son chiffre d'affaires en deux parts égales : les implantations locales et les ventes en provenance de France. Ce qui va lui demander un sérieux coup de collier ; car, l'an passé, 8 % seulement de son chiffre d'affaires relevait des implantations locales. On verra donc cette année la C.g.e. attaquer en force hors de nos frontières : Ambroise 1er a décidé de partir à la conquête du monde.

MICHELE BACKMANN

un certain socialisme

LA SUEDE EN QUESTION

une collection nouvelle de volumes de poche, toute entière consacrée à la Suède. Non pour proposer un "modèle" mais s'interroger sur des réalités suédoises dont la connaissance ne peut que nous éclairer.

Parus :

1. UNE SOCIETE MIXTE *
par **Jacques Arnault**
Structures et paradoxes de l'Economie suédoise : Capitalisme et Socialisme.

2. LA CULTURE ET L'ETAT *
par **Bengt Söderbergh**
Une politique culturelle dynamique et démocratique.

3. L'ENVIRONNEMENT - SANS FRONTIERES ****
par **J.-Ph. Barde et Ch. Garnier**
Environnement, politique et art de vivre.

4. ECOLE NOUVELLE, SOCIETE NOUVELLE *
par **Serge Richard**
Structures et méthodes d'un Enseignement rénové.

5. UNE POLITIQUE DU BIEN-ETRE ***
par **Guy de Faramond**
La société au service de l'individu.

6. LA CONDITION FAMILIALE EN MUTATION
par **Anna-Greta Leijon et Marianne Kärre**
Préface de Nicole Bernheim.
Révolution féminine à la suédoise.

* 8,70 F ** 9,90 F *** 12,50 F **** 15 F

SEGHERS
6, rue du Mail - Paris 2e - *vente en librairies*

Une offre exceptionnelle à nos abonnés

Nous avons dit dès la naissance de ce journal qu'il ne pouvait vivre que s'il atteignait rapidement 10 000 abonnés. Les appels que nous avons lancés, la prospection systématique à laquelle nous avons procédé ont donné des résultats plus qu'encourageants puisque nous approchons aujourd'hui des 8 000. C'est la preuve que « l'Unité » a sa place parmi les hebdomadaires politiques français.

Mais nous ne saurions nous arrêter là. D'abord parce que l'avenir du journal n'est pas encore assuré. Ensuite parce qu'au fur et à mesure que s'accroît notre audience, nos ambitions elles-mêmes grandissent.

Nous lançons donc pour une durée de six semaines une expérience originale qui s'adresse d'abord — mais non exclusivement — à nos abonnés.

Que d'ici à la fin juin chaque abonné fasse un nouvel abonné

Chacun de vous connaît certainement autour de lui, un ami, un sympathisant avec lequel vous avez déjà parlé de « l'Unité » mais qui n'a pas encore fait l'effort de souscrire un abonnement. **C'est à vous de le décider à le faire.**

Pour vous y encourager nous vous faisons une offre exceptionnelle :

Chaque abonné qui nous adressera d'ici à la fin juin un nouvel abonnement d'un an aura droit gratuitement aux six volumes (valeur 63 F) de la collection « La Suède en question », publiée par les éditions Seghers, à laquelle nous avons consacré une chronique dans notre numéro 11 (voir la liste des ouvrages en p. 22 de ce numéro).

Ces six volumes pourront, à votre choix, être adressés soit à vous-même, soit à la personne à laquelle vous aurez fait souscrire un abonnement.

La même offre est valable pour un **nouvel** abonné nous faisant parvenir un second abonnement d'un an en même temps que le sien.

Il vous suffit de remplir les indications figurant dans le cadre ci-dessous et de nous le retourner en même temps que le bulletin normal d'abonnement dûment rempli au nom du nouvel abonné.

En acquérant une connaissance précise et objective des réalités suédoises dont il est si souvent question, vous aiderez « l'Unité », votre journal, à vivre et à se développer. D'avance, nous vous remercions de votre concours.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

ABONNEMENT

CADEAU

Je soussigné .....

.....

Demeurant .....

.....

déjà abonné à l'Unité
vous adresse l'abonnement d'un an ci-joint et vous demande de faire parvenir les six volumes de la collection « La Suède en question » :

à moi-même ☐

au nouvel abonné ☐

Ma part de vérité

Insolite Roumanie

Mardi 16 mai

Je n'aime pas écrire en voyage. A Bucarest, je n'ai terminé mon article sur N'Krumah que pour abréger les affres de Claude Estier qui l'attendait à Paris avant de boucler son numéro de « l'Unité ». D'habitude, je prends des notes à la diable sur des bouts de papier que je perds plus souvent qu'ils ne servent. Je me méfie du premier mouvement, de cette « illusion lyrique » qui me plonge à coup sûr dans le pathos. Que d'inutilités ! Un bon cognac passe deux fois à l'alambic. Mon grand-père maternel, qui n'en buvait pas, était réputé pour son nez infaillible. Il respirait en toute certitude le coteau et l'année.

Qu'on me lise en faisant la grimace que je lui voyais tandis qu'il jetait d'un geste rond le fond du verre à distance, l'idée me glace. Cela arrive, assurément. Je ne sais comment Jacques Chardonne écrivait. Lentement, en prenant sa respiration, j'imagine. De sa génération, il reste pour moi le modèle. Par esprit de clocher, peut-être. Je suis né à quelques lieues de sa maison et me suis beaucoup promené près de la « butte sablonneuse » (« Pour moi, observe-t-il dans ses « Lettres à Roger Nimier », la campagne est en Charente, plus précisément sur une butte sablonneuse... ») où, pendant les vacances, avec Jacques Delamain, son ami et voisin, il écoutait le chant des oiseaux. Là mieux qu'ailleurs s'éclaire, se comprend le conseil qu'il donnait à mi-voix : « Il est permis de tout dire en peu de mots. La seule faute serait de s'appesantir sur des choses qui se retournent comme on veut ».

Je suis donc allé en Roumanie du 30 avril au 4 mai. Gaston Defferre et Robert Pontillon m'accompagnaient. On nous avait annoncé un Premier Mai dans la tradition des parades à grand spectacle qu'il ne faut pas manquer lorsqu'on voyage en pays communiste. Mais nos informateurs n'étaient pas à la page. Cette année, d'ordre du gouvernement, foin des cérémonies, des défilés, de la mobilisation quasi militaire des masses : la fête du Travail réellement devenue fête des loisirs et de la flânerie a été restituée au bon plaisir des travailleurs. De l'ancienne propriété des Brancovan, puis des Hohenzollern (le roi Michel y signa son acte d'abdication) où nos hôtes nous conduisirent le soir de notre arrivée, nous entendîmes les flonflons d'un bal populaire qui faisait bonne mesure aux tubes de Johnny Hallyday. Passé minuit, il n'y eut plus, pour trouer le silence, que le cri de la hulotte.

Le lendemain, nous avons visité Bucarest, presque déserte. Il bruinait. Sur les façades des bâtiments publics, autour des portraits en couleurs des neuf dirigeants du régime rangés à l'horizontale et de gauche à droite, selon une stricte hiérarchie (Ceaucescu, Maurer, Bodnaras, Manescu, Visil, etc.), pendaient des oriflammes rouges. Un peu partout étaient apposés des écriteaux portant l'unique formule « Traïasca 1er mai » (vive le 1er mai). Sous les balcons s'alignaient des guirlandes de feuillage. Les passants traversaient sans se presser les belles et larges avenues bordées de tilleuls, d'ormes ou de platanes qui prêtent à la ville sa noble apparence. Des enfants jouaient sur la chaussée. Notre voiture, précédée par une escouade de policiers, était seule à créer le trouble et la curiosité.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Ce matin-là, Nicolas Ceaucescu, secrétaire général du Parti communiste et chef de l'Etat, nous a reçus, entouré de Voïtek, président de l'Assemblée nationale, de Manea Manescu, membre du Bureau politique, de Cornel Burtica et Stefan Andrei, membres du Comité central. Nous avons discuté quatre bonnes heures, autour d'une table rectangulaire, dans une pièce claire et dénuée d'ornement de la Salle du Palais. Ceaucescu, ancien ouvrier dans l'industrie du cuir, qui fut à dix-sept ans (il en a cinquante-quatre aujourd'hui) le plus jeune prisonnier politique de Roumanie, parle à la façon d'un paysan. Littéralement, il mâche ses mots. Avant que ne sorte un son, ses lèvres remuent et sculptent la forme de la phrase à venir. Son visage est sévère, creusé au burin et il porte la tête enfoncée dans les épaules. On le sent ramassé sur lui-même, attentif, vigilant à ne rien laisser au hasard, cet ennemi mortel des carrières politiques, par ici. Parfois, il rit. Un autre homme, heureux de vivre, apparaît alors derrière la fenêtre entr'ouverte.

Les autres membres de la délégation roumaine n'ont pas desserré les dents et se sont contentés d'approuver les propos échangés en souriant furtivement. J'ai d'abord relevé le caractère insolite, pour nous Occidentaux, de la diplomatie roumaine, ses initiatives, sa liberté d'allure. Après son élection, la première visite de Nixon en terre communiste fut pour Bucarest. La Roumanie n'a suivi Moscou ni dans la sécession yougoslave ni dans l'hérésie chinoise. Elle a condamné « la normalisation » tchécoslovaque. Elle entretient des relations officielles avec l'Albanie. Elle prend langue avec le Marché commun. Elle reçoit Golda Meir.

« Pourquoi s'étonner ? a répondu Ceaucescu. La Russie n'a rien à craindre de nous, nous sommes de loyaux alliés. Pour le reste, nous menons notre politique au gré de nos intérêts nationaux. Le monde change vite. Il n'y a plus de superpuissance. L'élargissement du Marché commun, la croissance du Japon, le retour en force de la Chine, les révolutions d'Amérique latine, le bond économique des deux Allemagnes ont créé autant de pôles d'attraction. A l'ouest, la domination américaine est refusée ou contestée. A l'Est, il n'y a nulle part d'institutions supranationales, pas même au sein du Comecon, contrairement à la tendance de l'Europe d'en face, celle des Dix. C'est la chance historique des pays petits ou moyens. Personne ne peut plus prétendre agir ou décider en leur nom. Brejnev l'a reconnu avant Nixon et Chou En-lai. Tous trois ont été sages ».

Ceaucescu rentrait d'une tournée en Afrique après une longue halte au Caire. Cette semaine, il a inauguré avec Tito le barrage des Portes de Fer. Il cherche à fonder les bases d'un nouvel équilibre méditerranéen et d'une organisation commune des Balkans. Pas une capitale au monde où ne s'affirme sa présence. « A Madrid, à Athènes, à Prétoria, aussi », m'a-t-il lancé comme pour prévenir l'objection.

Cet éclectisme des Roumains dans leur politique extérieure jure avec la rigueur qui continue de régler leur politique intérieure. Certes, l'époque d'Anna Pauker et des excès staliniens est close. Mais, à Bucarest, on reste proche du modèle soviétique. Comme si l'orthodoxie payait le prix de l'indépendance. Indépendance. Il n'a été question que de cela. Etrange situation que celle de cette jeune nation faite de l'assemblage de vieilles provinces disparates et qui, marche d'un vaste empire, proclame à tous les vents son droit à disposer d'elle-même.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT